

No. 42839

**Argentina
and
Greece**

Convention on Social Security between the Argentine Republic and the Hellenic Republic. Buenos Aires, 30 May 1984

Entry into force: *1 May 1988 by the exchange of instruments of ratification, in accordance with article XXX*

Authentic texts: *French, Greek and Spanish*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Argentina, 1 June 2006*

**Argentine
et
Grèce**

Convention de sécurité sociale entre la République argentine et la République hellénique. Buenos Aires, 30 mai 1984

Entrée en vigueur : *1er mai 1988 par échange des instruments de ratification, conformément à l'article XXX*

Textes authentiques : *français, grec et espagnol*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Argentine, 1er juin 2006*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

CONVENTION DE SÉCURITÉ SOCIALE ENTRE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE ET LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE

Le Gouvernement de la République Argentine et le Gouvernement de la République Hellénique, désireux de régler les relations des deux pays en matière de sécurité sociale ont résolu de conclure la Convention suivante :

TITRE I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article I

Aux fins de l'application de la présente Convention :

a) Le terme “Grèce” désigne la République Hellénique. Le terme “Argentine” désigne la République Argentine.

b) Le terme “travailleur” désigne toute personne qui a rempli des périodes d'assurance telles qu'elles sont définies par les législations mentionnées à l'article II de la présente Convention.

c) Le terme “membres de famille” désigne toute personne définie ou admise comme membre de la famille selon les dispositions de l'État contractant dont la législation est appliquée.

d) Le terme “survivants” désigne toute personne, définie ou admise comme survivant selon les dispositions de l'État contractant dont la législation est appliquée.

e) Le terme “résidence” désigne le séjour habituel.

f) Le terme “séjour” désigne le séjour temporaire.

g) Le terme “législation” désigne les lois, les décrets, les règlements et toute autre disposition, existants ou futurs, concernant les régimes de sécurité sociale mentionnés à l'article II de la présente Convention.

h) Le terme “autorité compétente” désigne l'autorité compétente pour l'application des législations mentionnées à l'article II de la présente Convention et en particulier :

En ce qui concerne la Grèce, le Ministère de Sécurité Sociale.

En ce qui concerne l'Argentine, le Ministère de Travail et Sécurité Sociale, Secrétariat de Sécurité Sociale et le Ministère de Santé et Action Sociale, Secrétariat de Santé.

i) Le terme “institution compétente” désigne l'institution à laquelle l'intéressé est affilié au moment de la demande de prestations, ou l'institution de la part de laquelle l'intéressé a droit aux prestations ou aurait droit si celui-ci ou sa famille résidaient sur le territoire de l'État contractant ou cette institution se trouve.

j) Le terme “État compétent” désigne l'État contractant sur le territoire duquel l'institution compétente se trouve.

k) Le terme “organisme de liaison” désigne les organismes désignés par les autorités compétentes pour communiquer entre eux et pour intervenir auprès des institutions compétentes pour le traitement des affaires concernant les demandes de prestations.

l) Le terme “périodes d'assurance” désigne les périodes de cotisation ou d'emploi telles qu'elles sont définies ou admises comme périodes d'assurance par la législation sous laquelle elles ont été accomplies, ainsi que les périodes assimilées dans la mesure où elles sont reconnues par cette législation comme équivalentes aux périodes d'assurance.

m) Les termes “prestations en espèce”, “pensions”, désignent toutes les prestations en argent, y compris les allocations supplémentaires et les majorations.

n) Le terme “prestations en nature” désigne la fourniture de biens ou de services susceptibles d'appréciation pécuniaire.

o) Tout autre terme de la présente Convention a la signification qui lui convient conformément à la législation des États contractants.

Article II.

La présente Convention s'applique :

1. En Grèce :

a) à la législation du régime général sur les assurances sociales couvrant les travailleurs salariés ou assimilés pour les risques vieillesse, décès, invalidité, maladie-maternité, accidents du travail et maladies professionnelles et allocations familiales.

b) à la législation sur les régimes spéciaux des assurances sociales couvrant, pour les risques déterminés à l'alinéa a) ci-avant, certaines catégories de travailleurs salariés ou assimilés et de personnes exerçant une activité indépendante ou une profession libérale, à l'exception du régime des marins de la marine marchande et des régimes couvrant les fonctionnaires de l'État. En ce qui concerne le régime des marins de la marine marchande la Convention pourra être appliquée après un accord entre les autorités compétentes.

c) au régime d'allocations familiales de caractère démographique.

En Argentine:

a) à la législation des régimes de l'assurance invalidité, vieillesse et survivants.

b) à la législation concernant les soins médicaux (services sociaux).

c) à la législation de l'assurance des accidents du travail et des maladies professionnelles.

d) au régime d'allocations familiales.

2. La présente Convention s'applique également aux législations qui complètent ou modifient les législations énumérées au paragraphe précédent.

3. La présente Convention s'applique également aux législations des États contractants qui étendent l'application de la législation existante à de nouvelles catégories de travailleurs ou qui instituent de nouvelles dispositions d'assurance sociale, sauf si :

a) Le Gouvernement de l'État contractant qui étend sa législation ou institue de nouvelles dispositions notifie au Gouvernement de l'autre État contractant son désir d'ex-

cepter ces dispositions du champ d'application de la présente Convention, dans un délai de trois mois à dater de la publication officielle desdites dispositions.

b) Le Gouvernement de l'autre État contractant notifie au gouvernement du premier État contractant son opposition dans un délai de trois mois à dater de la notification officielle de l'extension ou de l'institution.

Article III

La présente Convention s'applique aux travailleurs, indépendamment de leur nationalité, qui sont ou ont été soumis à la législation de l'un ou des deux des États contractants, ainsi qu'aux membres de leur famille et aux survivants.

Article IV

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes résidant sur le territoire de l'autre Partie sont admis aux mêmes bénéfices et sont soumis aux mêmes obligations que les ressortissants de cet État.

Article V

1. Sous réserve de dispositions contraires dans la présente Convention, les droits aux prestations acquis au titre des dispositions de la législation de l'un des États contractants ne peuvent subir aucune réduction, ni modification, ni suspension, ni confiscation, du fait seul que le bénéficiaire réside sur le territoire de l'autre État contractant.

2. Des avantages de sécurité sociale reconnus au titre de la législation interne de l'un des États contractants à ses propres assurés, s'ils résident sur le territoire d'un pays tiers, sont accordés dans les mêmes conditions aux ressortissants de l'autre État contractant également.

Article VI

1. Si la législation de l'un des États contractants subordonne l'admission à l'assurance volontaire ou facultative à l'accomplissement de périodes d'assurance conformément aux dispositions de celle-ci, les périodes d'assurance accomplies sous la législation de l'autre État contractant sont prises en compte pour ces fins, si nécessaire, comme s'il s'agissait de périodes d'assurance accomplies sous la législation du premier État.

2. L'application de la disposition du paragraphe précédent ne permet le cumul de l'affiliation obligatoire conformément aux dispositions de la législation de l'un des États contractants et de l'affiliation facultative conformément aux dispositions de la législation de l'autre État que si ce cumul est prévu par la législation de ce dernier État.

TITRE II. DISPOSITIONS RELATIVES À LA LÉGISLATION APPLICABLE

Article VII

1. Sous réserve de la disposition de l'article VI, paragraphe 2, le travailleur auquel la présente Convention est applicable n'est soumis qu'à la législation d'un seul des États contractants. Cette législation est déterminée conformément aux dispositions du présent titre.

2. Sous réserve des dispositions de la présente Convention :

a) Le travailleur occupé sur le territoire de l'un des États contractants est soumis à la législation de cet État, même s'il réside sur le territoire de l'autre État ou si l'entreprise ou l'employeur qui l'occupe a son siège ou son domicile sur le territoire de l'autre État.

b) L'équipage d'un navire battant pavillon d'un des États contractants est soumis à la législation de cet État. Toute autre personne travaillant au chargement, au déchargement ou à la surveillance d'un navire est soumise à la législation de l'État où se trouve le navire.

3. Le personnel ambulancier d'entreprises de transports aériens est soumis à la législation de l'État contractant dans lequel l'entreprise a son siège.

Article VIII

En dérogation aux dispositions du paragraphe 2, alinéa a) de l'article précédent :

a) Pour les agents diplomatiques et consulaires de carrière et des organismes internationaux et pour le personnel des missions dirigées par des agents diplomatiques et consulaires de carrière ainsi que pour les domestiques privés au service des agents diplomatiques ou consulaires de carrière, les Conventions et les accords en vigueur sont applicables, et, en cas de dénonciation partielle ou totale, les autorités compétentes de deux États conviendront la manière de trouver une solution applicable.

b) Les fonctionnaires et le personnel assimilé de l'un des États contractants envoyés sur le territoire de l'autre État afin d'y effectuer leurs fonctions, sont soumis à la législation de l'État contractant dont relève l'administration qui les occupe.

c) Un travailleur salarié occupé dans une entreprise ou chez un employeur qui à son siège ou son domicile sur le territoire de l'un des deux États contractants, envoyé pour l'exécution de son travail sur le territoire de l'autre État pour une durée limitée, demeure soumis à la législation du premier État à condition que la durée prévisible de son travail n'excède pas une période de 24 mois.

Les mêmes règles sont applicables également aux personnes qui exercent habituellement une activité indépendante sur le territoire de l'un des États contractants et qui se rendent pour l'exécution de cette activité sur le territoire de l'autre État pour une durée limitée.

Article IX

Les autorités compétentes de deux États contractants peuvent prévoir d'après un commun accord des exceptions aux dispositions énoncées aux articles VII et VIII pour certains travailleurs ou pour certaines catégories de travailleurs.

TITRE III. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX DIFFÉRENTES CATÉGORIES DES
PRESTATIONS

CHAPITRE I. MALADIE-MATERNITÉ ET ALLOCATIONS FAMILIALES

Article X

Si la législation de l'un des États contractants subordonne l'acquisition, le maintien ou le recouvrement du droit aux prestations en espèces ou en nature à l'accomplissement de périodes d'assurance, alors l'institution compétente tiendra compte, si nécessaire, des périodes d'assurance accomplies sous la législation de l'autre État contractant, comme s'il s'agissait de périodes accomplies sous la législation du premier État.

Article XI

1. Le titulaire d'une pension due au titre des législations de deux États contractants ainsi que les membres de sa famille, obtiennent les prestations en nature de l'institution de l'État du lieu de résidence ou de séjour, à la charge de cette institution.

2. Le titulaire d'une pension due au titre de la législation seule de l'un des États contractants ainsi que les membres de sa famille qui résident ou séjournent sur le territoire de l'autre État, obtiennent les prestations en nature de l'institution de ce dernier État selon la législation qu'elle applique.

L'institution qui accorde la pension rembourse les dépenses de ces prestations à l'institution qui les a fournies.

Article XII

Les autorités compétentes peuvent régler par un accord administratif la manière d'octroyer des prestations maladie-maternité aux travailleurs et aux membres de leur famille qui transfèrent leur résidence ou séjour sur le territoire de celui des deux États contractants qui n'est pas le compétent, et qui remplissent les conditions prévues par la législation de ce dernier État.

Article XIII

Les dépenses des prestations en nature accordées par l'un des États contractants pour le compte de l'institution de l'autre État en vertu des dispositions de la présente Convention, sont remboursées de la manière déterminée dans les accords administratifs prévus par l'article XXI.

Article XIV

Les autorités compétentes des deux États contractants peuvent régler d'un accord commun, par rapport à leur législation nationale, les mesures nécessaires pour l'approbation de l'attribution des allocations familiales sur le territoire de celui des deux États contractants où l'institution compétente ne siège pas.

CHAPITRE II. INVALIDITÉ, VIEILLESSE ET SURVIVANTS

Article XV

1.

a) Si le travailleur a été soumis successivement ou alternativement aux législations des deux États contractants, les périodes d'assurances accomplies au titre de la législation de chacun de deux États sont totalisées, à condition qu'elles ne se superposent pas, pour l'acquisition, le maintien et le recouvrement du droit aux pensions.

b) si la législation de l'un des États contractants subordonne l'octroi de certaines prestations à la condition que les périodes d'assurance aient été accomplies dans une profession soumise aux dispositions spéciales, les périodes accomplies dans l'autre État sous des dispositions correspondantes ou, à défaut, dans la même profession ou dans le même emploi, sont totalisées exclusivement, pour l'octroi de ces prestations, même s'il n'existent pas dans l'autre État des dispositions spéciales pour la même profession ou le même emploi.

Si, compte tenu des périodes ainsi accomplies, l'intéressé ne satisfait pas aux conditions requises pour bénéficier desdites prestations, ces périodes sont prises en compte pour l'octroi des prestations conformément aux dispositions générales.

c) Au cas où le travailleur n'a pas droit aux prestations conformément aux dispositions de l'alinéa précédent a), les périodes d'assurance accomplies dans un pays tiers avec lequel les deux États contractants ont conclu séparément des Conventions de sécurité sociale bilatérales ou multilatérales qui prévoyaient la totalisation de périodes d'assurance accomplies dans ces pays, sont également prises en compte. Si uniquement l'un des deux États contractants a conclu une Convention de sécurité sociale avec un autre pays qui prévoit la totalisation de périodes d'assurance accomplies dans les deux pays, pour les fins d'application de ce paragraphe le dit État contractant tient compte des périodes d'assurance accomplies dans le pays tiers.

2. Si le travailleur satisfait aux conditions prévues par la législation de l'un des États contractants pour l'octroi des prestations sans que la totalisation de périodes d'assurance mentionnée au paragraphe précédent 1 soit nécessaire l'institution compétente de cet État détermine le montant des prestations selon les périodes d'assurance accomplies exclusivement conformément aux dispositions de la législation qu'elle applique. Cette disposition s'applique également dans le cas où l'assuré a droit aux prestations de la part de l'autre État contractant, calculées conformément au paragraphe suivant 3.

3. Lorsqu'un travailleur ne peut pas faire valoir un droit aux prestations en vertu des seules périodes d'assurance accomplies selon la législation de l'un des États contractants, l'institution compétente de cet État détermine le droit aux prestations en totalisant les pé-

riodes d'assurance accomplies conformément à la législation de l'autre État contractant, si nécessaire, pour l'accomplissement des conditions prévues par sa propre législation et calcule le montant de la prestation conformément aux dispositions suivantes :

a) Il détermine le montant théorique de la prestation à laquelle l'intéressé pourrait prétendre si toutes les périodes d'assurance totalisées avaient été accomplies conformément aux dispositions de sa législation.

b) Ensuite il détermine le montant effectif de la prestation à laquelle l'intéressé a droit sur la base du montant théorique indiqué à l'alinéa a) au prorata de la durée des périodes d'assurance accomplies sous la législation qu'elle applique, par rapport à la durée des périodes d'assurance accomplies dans les deux États.

c) Si la durée totale des périodes d'assurance accomplies en vertu de la législation de deux États contractants excède la durée maximum établie par la législation d'un des États pour obtenir la prestation complète, l'institution compétente prend en considération cette durée maximum au lieu de la durée totale des périodes concernés.

4. Si la législation de l'un des États contractants prévoit que le calcul des prestations repose sur le salaire ou les cotisations, l'institution qui détermine la prestation en vertu du présent article prend en compte exclusivement le montant des salaires ou des cotisations versés selon la législation qu'elle applique.

5. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, alinéa a), si la durée totale des périodes d'assurance accomplies sous la législation de l'un des États contractants n'atteint pas une année et si, compte tenu de ces seules périodes, aucun droit aux prestations n'est acquis en vertu des dispositions de cette législation, l'institution de cet État n'est pas tenue d'accorder des prestations au titre desdites périodes. Par contre, l'institution compétente de l'autre État contractant doit prendre en compte ces périodes d'assurance, soit pour l'ouverture du droit, soit pour le calcul de la prestation.

6. Au cas où le paragraphe 1, alinéa c) du présent article doit être appliqué, soit pour le calcul du montant théorique de la prestation mentionnée au paragraphe 3, alinéa a), soit pour le montant effectif de la prestation mentionnée à l'alinéa b) du même paragraphe, les périodes d'assurance accomplies dans un pays tiers sont prises en compte, sous réserve des dispositions du paragraphe suivant 7.

7. Les dispositions du paragraphe 1, alinéa c), dernière partie, et du paragraphe 6 du présent article sont appliquées exclusivement aux ressortissants des États contractants.

Article XVI

1. Le total des prestations de pension dû de la part des institutions compétentes des États contractants selon l'article XV ne peut pas être inférieur à celui de la prestation minimale en vertu de la législation de l'État contractant sur le territoire duquel le bénéficiaire réside.

2. Les accords administratifs prévus par l'article XXI détermineront les modalités de l'application des dispositions du paragraphe précédent.

Article XVII

Si la législation de l'un des États contractants subordonne l'octroi des prestations à la condition que le travailleur, au moment de la vérification de son cas pour l'octroi des prestations, est assujéti à la législation dudit pays, cette condition est considérée comme accomplie au cas où, au moment de la vérification de cette éventualité, il est assujéti à la législation de l'autre État ou au cas où il a droit aux prestations dans l'autre État.

TITRE IV. DISPOSITIONS DIVERS, TRANSITOIRES ET FINALES

Article XVIII

1. Les autorités compétentes, les institutions et les organismes de liaison de deux États contractants se communiquent toute information concernant :

- a) les mesures prises pour l'application de la présente Convention.
- b) les modifications de leur législation qui peuvent étendre l'application de la présente Convention.

2. Pour l'application de la présente Convention les autorités et les institutions des États contractants doivent s'entraider et agir comme s'il s'agissait de l'application de leur propre législation Cette entraide est en principe gratuite.

3. Les requêtes ou d'autres documents dirigés par des intéressés aux autorités, institutions ou juridictions de l'un des États contractants ne peuvent être rejetés du fait qu'ils sont rédigés dans la langue officielle de l'autre État contractant.

4. Les autorités compétentes pourront examiner périodiquement les problèmes découlant de l'application de la présente Convention en vue de trouver la solution convenable.

Article XIX

1. Le bénéfice des exemptions ou réduction de taxes de timbres, ou d'autres impôts ou droits, prévus par la législation de l'un des États contractants pour les pièces ou documents à produire en application de la législation de cet État, est étendu aux pièces ou documents analogues à produire en application de la législation de l'autre État contractant ou de la présente Convention.

2. Tous actes, documents et pièces quelconques à produire pour l'application de la présente Convention sont dispensés du visa et de légalisation des autorités diplomatiques ou consulaires.

3. Les demandes, déclarations ou recours qui auraient dû être introduits en application de la législation de l'un des États contractants, dans un délai déterminé auprès d'une autorité, d'une institution ou d'une juridiction de cet État, sont recevables s'ils sont introduits dans le même délai auprès d'une autorité, d'une institution ou d'une juridiction correspondante de l'autre État contractant. Dans ce cas, l'autorité, l'institution ou la juridiction ainsi saisie, transmet ces demandes, déclarations ou recours à l'autorité, à l'institution ou à la juridiction compétente du premier État, soit directement soit par l'intermédiaire des organismes de liaison de l'État contractant concerné. La date à laquelle lesdites demandes,

déclarations ou recours ont été introduits auprès de l'autorité, de l'institution ou de la juridiction compétente du second État contractant est considérée comme date d'introduction auprès de l'autorité, de l'institution ou de la juridiction compétente du premier État contractant, au seul effet de la validité de cette introduction.

Article XX

Les autorités, les institutions et les organismes des deux États contractants peuvent correspondre directement entre eux ainsi qu'avec les personnes intéressées ou leurs mandataires à leur langue officielle ou en langues anglaise ou française.

Article XXI

Les autorités compétentes des deux États contractants détermineront par des accords administratifs les modalités nécessaires pour l'application de la présente Convention.

Article XXII

L'institution compétente de l'un des États contractants est tenu d'effectuer, à la requête de l'institution compétente de l'autre État, les examens médicaux nécessaires pour les bénéficiaires qui se trouvent sur son territoire.

Article XXIII

1. Si, au moment de l'attribution ou de la révision des pensions de vieillesse, d'invalidité ou de décès en application des dispositions de la présente Convention, l'institution de l'un des États contractants a versé au bénéficiaire un montant dépassant celui auquel il a droit, cette institution peut demander à l'institution de l'autre État, débiteur des prestations correspondantes au même bénéficiaire, de retenir le montant en plus versé du montant des arrérages que, le cas échéant, elle doit payer au bénéficiaire. Cette dernière institution envoie le montant qu'il a retenu à l'organisme demandeur. Au cas où le montant en plus versé ne peut pas être retenu du montant des arrérages, les dispositions du paragraphe 2 sont appliquées.

2. Si l'institution de l'un des États contractants a versé au bénéficiaire un montant dépassant celui auquel il a droit, cette institution peut, dans les conditions et les limites prévues par la législation qu'elle applique, demander à l'institution de l'autre État, débiteur des prestations à ce même bénéficiaire, de retenir le montant en plus versé du montant que cette dernière versera au bénéficiaire. Cette dernière institution opère la retenue dans les conditions et les limites prévues par la législation qu'elle applique et transfère le montant retenu à l'institution qui l'a demandé.

Article XXIV

Les organismes de liaison établiront selon les besoins et d'un commun accord les formulaires et lettres types requis pour l'application de la présente Convention.

Les organismes de liaison pourront également convenir des modalités administratives d'application de la présente Convention et de l'accord administratif en vue de permettre une application complète de la présente Convention, conformément à son esprit et à sa lettre.

Article XXV

1. Les paiements selon la présente Convention peuvent être effectués légalement dans la monnaie de l'État contractant qui fait le paiement.

2. Si dans un des États contractants existent plus d'un prix de change ou des limitations monétaires sont instituées en matière de transfert de devises, l'autorité compétente de cet État est obligée d'intervenir auprès des autorités compétentes à la matière, afin d'obtenir le transfert des sommes nécessaires aux buts de la présente Convention au prix de change le plus favorable pour les bénéficiaires.

Article XXVI

Les différends provenant d'application de la présente Convention sont résolues par un accord mutuel entre les autorités compétentes des États contractants.

Article XXVII

Les autorités compétentes de deux États contractants en cas de modification de la législation de l'Argentine concernant les accidents du travail et les maladies professionnelles peuvent régler d'un accord commun les modalités d'adaptation de cette Convention à la nouvelle législation.

Article XXVIII

1. La présente Convention n'ouvre aucun droit au paiement des prestations pour une période antérieure à la date de son entrée en vigueur.

2. Toute période d'assurance accomplie en vertu de la législation de chacun des États contractants avant la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention est prise en considération pour l'application des dispositions de cette Convention.

La règle énoncée dans la phrase précédente ne touche pas les dispositions des législations des États contractants qui se réfèrent au champ d'application temporel desdites législations.

3. Toute prestation qui n'a pas été liquidée, ou qui a été suspendue en raison de la nationalité ou de la résidence de l'intéressé, ou qui a été rejetée du fait que les conditions exigées par des législations internes de deux États contractants ne sont pas accomplies, est à la demande de l'intéressé, liquidée, rétablie ou déterminée sous réserve que les droits antérieurement liquidés n'aient pas donné lieu à un paiement.

4. Les droits des intéressés qu'ils ont obtenu antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente Convention et la liquidation d'une pension, peuvent être révisés à la demande de ceux-ci compte tenu des dispositions de la Convention.

5. Dans les cas mentionnés aux paragraphes 3 et 4, les prestations seront liquidées à partir de la date de présentation de la demande. Mais dans le cas où la demande est présentée dans un délai d'une année après la date d'entrée en vigueur de la Convention, les prestations seront liquidées à partir de cette date.

Article XXIX

La présente Convention sera ratifiée de la part de deux États contractants selon la procédure de chacun des États, et les instruments de ratification en seront échangés dans les meilleurs délais.

Article XXX

La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit celui au cours duquel les instruments de ratification auront été échangés.

Article XXXI

1. La présente Convention est conclue pour une période illimitée, mais elle peut être dénoncée, à quel temps que ce soit, de la part de l'un ou de l'autre État contractant.

La dénonciation entrera en vigueur à partir du sixième mois de la notification à l'autre État contractant.

2. En cas de dénonciation, les dispositions de la présente Convention continueront à être en vigueur par rapport aux droits acquis, sans que les dispositions limitatives prévues par les législations des institutions compétentes en cas d'une nationalité étrangère ou de résidence de l'assuré à l'étranger soient prises en considération.

3. Les droits aux prestations futures acquis en vertu des périodes d'assurance accomplies avant la date à laquelle la présente Convention a cessé d'être en vigueur seront maintenus conformément à des accords qui seront conclus entre les deux États contractants.

En foi de quoi les plénipotentiaires de deux États contractants ont signé la présente Convention.

Fait à Buenos Aires, le trente mai de mille neuf cents quatre vingts quatre en trois exemplaires en langues grecque, espagnole et française, chacun des textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République Hellénique :

ALEXIS ZAKYTHINOS

Pour le Gouvernement de la République Argentine :

DANTE MARIO CAPUTO

[GREEK TEXT — TEXTE GREC]
ΣΥΜΒΑΣΗ

ΚΟΙΝΩΝΙΚΗΣ ΑΣΦΑΛΕΙΑΣ

ΜΕΤΑΞΥ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΑΙ ΤΗΣ ΑΡΓΕΝΤΙΝΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Η Κυβέρνηση της Ελληνικής Δημοκρατίας και η Κυβέρνηση της Αργεντινής Δημοκρατίας, επιθυμώντας να ρυθμίσουν τις σχέσεις των δύο κρατών στον τομέα της κοινωνικής ασφάλειας αποφάσισαν να συνάψουν την ακόλουθη σύμβαση.

ΤΙΤΛΟΣ Ι

ΓΕΝΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Άρθρο 1

Για τους σκοπούς της παρούσας σύμβασης:

- α) Ο όρος "Ελλάδα" σημαίνει την Ελληνική Δημοκρατία.
Ο όρος "Αργεντινή" σημαίνει την Αργεντινή Δημοκρατία.
- β) Ο όρος "εργαζόμενος" σημαίνει τα πρόσωπα τα οποία έχουν διανύσει περιόδους ασφάλισης όπως αυτές προσδιορίστηκαν από τις νομοθεσίες που αναφέρονται στο άρθρο 2 της παρούσας σύμβασης.
- γ) Ο όρος "μέλη οικογένειας" σημαίνει τα πρόσωπα που ορίζονται ή αναγνωρίζονται σαν μέλη οικογένειας σύμφωνα με τις διατάξεις του συμβαλλόμενου Κράτους του οποίου η νομοθεσία εφαρμόζεται.
- δ) Ο όρος "επιζώντες" σημαίνει τα πρόσωπα που ορίζονται ή αναγνωρίζονται σαν επιζώντες σύμφωνα με τις διατάξεις του συμβαλλόμενου Κράτους, του οποίου η νομοθεσία εφαρμόζεται.

- ε) Ο όρος "διαμονή" σημαίνει τη συνήθη διαμονή.
- στ) Ο όρος "προσωρινή διαμονή" σημαίνει τη μικρής διάρκειας διαμονή.
- ζ) Ο όρος "νομοθεσία" σημαίνει τους νόμους, τα διατάγματα, τους κανονισμούς και κάθε άλλη διάταξη, που ισχύουν ή που θα ισχύσουν στο μέλλον και που αφορούν τα συστήματα κοινωνικής ασφάλισης που αναφέρονται στο άρθρο 2 της παρούσας σύμβασης.
- η) Ο όρος "αρμόδια αρχή" σημαίνει την αρμόδια αρχή για την εφαρμογή των νομοθεσιών που αναφέρονται στο άρθρο 2 της παρούσας σύμβασης και ειδικότερα:
- Σε ότι αφορά την Ελλάδα, το Υπουργείο Κοινωνικών Ασφαλίσεων.
- Σε ότι αφορά την Αργεντινή, το Υπουργείο Εργασίας και Κοινωνικών Ασφαλίσεων, Γραμματεία Κοινωνικών Ασφαλίσεων, και Υπουργείο Υγείας και Κοινωνικής Δράσης, Γραμματεία Υγείας.
- θ) Ο όρος "αρμόδιο ίδρυμα" σημαίνει το ίδρυμα στην ασφάλιση του οποίου υπάγεται ο ενδιαφερόμενος κατά το χρόνο υποβολής της αίτησης για παροχή, ή το ίδρυμα από το οποίο ο ενδιαφερόμενος έχει δικαίωμα σε παροχές ή θα είχε δικαίωμα αν ο ίδιος ή η οικογένειά του διέμεναν στο έδαφος του συμβαλλόμενου Κράτους στο οποίο βρίσκεται το ίδρυμα αυτό.
- ι) Ο όρος "αρμόδιο Κράτος" σημαίνει το συμβαλλόμενο Κράτος στο έδαφος του οποίου βρίσκεται το αρμόδιο ίδρυμα.

ια) Ο όρος "οργανισμός συνδέσμου" σημαίνει τους οργανισμούς που ορίζονται από τις αρμόδιες αρχές για να επικοινωνούν μεταξύ τους και να μεσολαβούν στα αρμόδια ιδρύματα για το χειρισμό των υποθέσεων των σχετικών με τα αιτήματα χορήγησης παροχών.

ιβ) Ο όρος "περίοδοι ασφάλισης" σημαίνει τις περιόδους εισφορών ή απασχόλησης που ορίζονται ή θεωρούνται σαν περίοδοι ασφάλισης από τη νομοθεσία κατά την οποία πραγματοποιήθηκαν, καθώς και τις περιόδους που εξομοιώνονται με αυτές στο μέτρο που αναγνωρίζονται από τη νομοθεσία αυτή σαν ισοδύναμες με περιόδους ασφάλισης.

ιγ) Οι όροι "χρηματικές παροχές", "συντάξεις", σημαίνουν όλες τις παροχές σε χρήμα, συμπεριλαμβανομένων των συμπληρωματικών παροχών και προσαυξήσεων.

ιδ) Ο όρος "παροχές σε είδος" σημαίνει την παροχή αγαθών ή υπηρεσιών που μπορούν να αποτιμηθούν.

ιε) Οι λοιποί όροι της παρούσας σύμβασης έχουν την έννοια που τους αρμόζει σύμφωνα με τη νομοθεσία των συμβαλλόμενων Κρατών.

Άρθρο 2

Η παρούσα σύμβαση εφαρμόζεται:

1. Στην Ελλάδα:

α) στη νομοθεσία του γενικού συστήματος κοινωνικών ασφαλίσεων που καλύπτει τα πρόσωπα που παρέχουν εξαρτημένη εργασία ή τα εξομοιούμενα με αυτά για τους κινδύνους γήρατος, θανάτου, αναπηρίας, ασθένειας-μητρότητας, εργατικών ατυχημάτων και επαγγελματικών ασθενειών και οικογενειακών επιδομάτων.

β) στη νομοθεσία των ειδικών συστημάτων κοινωνικών ασφαλίσεων που καλύπτουν, για τους καθοριζόμενους στην παραπάνω παράγραφο α) κινδύνους, ωρισμένες κατηγορίες προσώπων που παρέχουν εξαρτημένη εργασία ή τα εξομοιούμενα με αυτά πρόσωπα και πρόσωπα που απασχολούνται αυτοτελώς ή ασκούν ελεύθερο επάγγελμα, με εξαίρεση το σύστημα ασφάλισης των ναυτικών της εμπορικής ναυτιλίας και των συστημάτων που καλύπτουν τους δημόσιους υπαλλήλους.

Όσον αφορά το σύστημα ασφάλισης των ναυτικών της εμπορικής ναυτιλίας η σύμβαση θα μπορεί να εφαρμοστεί μετά από συμφωνία μεταξύ των αρμόδιων αρχών.

γ) στο σύστημα των οικογενειακών επιδομάτων δημογραφικού χαρακτήρα.

Στην Αργεντινή:

α) στη νομοθεσία των συστημάτων της ασφάλισης αναπηρίας,

γήρατος και επιζώντων.

β) στη νομοθεσία που αφορά τις ιατρικές φροντίδες (κοινωνικές υπηρεσίες).

γ) στη νομοθεσία της ασφάλισης των εργατικών ατυχημάτων και των επαγγελματικών ασθενειών.

δ) στο σύστημα των οικογενειακών επιδομάτων.

2. Η παρούσα σύμβαση εφαρμόζεται εξίσου στις νομοθεσίες που συμπληρώνουν ή τροποποιούν τις νομοθεσίες που αναφέρονται στην προηγούμενη παράγραφο.

3. Η παρούσα σύμβαση εφαρμόζεται εξίσου στις νομοθεσίες των συμβαλλόμενων κρατών που επεκτείνουν την εφαρμογή της υπάρχουσας νομοθεσίας σε νέες κατηγορίες εργαζομένων ή που θεσπίζουν νέες διατάξεις κοινωνικής ασφάλειας, εκτός αν:

α) Η Κυβέρνηση του συμβαλλόμενου Κράτους που επεκτείνει τη νομοθεσία του ή θεσπίζει νέες διατάξεις γνωστοποιήσει στην Κυβέρνηση του άλλου συμβαλλόμενου Κράτους την επιθυμία της για εξαίρεση των διατάξεων αυτών από το πεδίο εφαρμογής της παρούσας σύμβασης, μέσα σε προθεσμία τριών μηνών από την ημέρα της επίσημης δημοσίευσης των διατάξεων αυτών.

β) Η Κυβέρνηση του άλλου συμβαλλόμενου Κράτους γνωστοποιήσει στην Κυβέρνηση του πρώτου συμβαλλόμενου Κράτους την αντίθεσή της μέσα σε προθεσμία τριών μηνών από την ημέρα της επίσημης

γνωστοποίησης της επέκτασης ή της θέσπισης.

Άρθρο 3

Η παρούσα σύμβαση εφαρμόζεται στους εργαζόμενους, οι οποίοι ανεξάρτητα από την υπηκοότητά τους, υπάγονται ή υπήγοντο στη νομοθεσία του ενός ή και των δύο συμβαλλόμενων Κρατών καθώς και στα μέλη οικογένειάς τους και στους επιζώντες.

Άρθρο 4

Οι υπήκοοι καθενός από τα συμβαλλόμενα Κράτη που διαμένουν στο έδαφος του άλλου συμβαλλόμενου Κράτους έχουν τα ίδια δικαιώματα και τις ίδιες υποχρεώσεις με τους υπηκόους του Κράτους αυτού.

Άρθρο 5

1. Με την επιφύλαξη αντίθετων διατάξεων στην παρούσα σύμβαση δικαιώματα παροχών που αποκτήθηκαν σύμφωνα με τις διατάξεις της νομοθεσίας του ενός από τα συμβαλλόμενα Κράτη δεν υπόκεινται σε μείωση, τροποποίηση, αναστολή ή παρακρά-

τηση από μόνο το γεγονός ότι ο δικαιούχος διαμένει στην περιοχή του άλλου συμβαλλόμενου Κράτους.

2. Κοινωνικοασφαλιστικά πλεονεκτήματα που αναγνωρίζονται σύμφωνα με την εσωτερική νομοθεσία του ενός από τα συμβαλλόμενα Κράτη σε ασφαλισμένους του, αν αυτοί διαμένουν σε τρίτο κράτος, παρέχονται με τους ίδιους όρους και στους υπήκοους του άλλου συμβαλλόμενου Κράτους.

Άρθρο 6

1. Αν η νομοθεσία του ενός από τα συμβαλλόμενα Κράτη εξαρτά την προαιρετική υπαγωγή ή την προαιρετική συνέχιση της ασφάλισης από περιόδους ασφάλισης που πραγματοποιήθηκαν σύμφωνα με τις διατάξεις αυτής, οι περίοδοι ασφάλισης που πραγματοποιήθηκαν κατά τη νομοθεσία του άλλου συμβαλλόμενου Κράτους λαμβάνονται υπόψη για το σκοπό αυτό, αν είναι αναγκαίο, σαν να επρόκειτο για περιόδους ασφάλισης που πραγματοποιήθηκαν κατά τη νομοθεσία του πρώτου Κράτους.

2. Από την εφαρμογή της διάταξης της προηγούμενης παραγράφου δεν επιτρέπεται η παράλληλη υπαγωγή στην υποχρεωτική ασφάλιση σύμφωνα με τις διατάξεις της νομοθεσίας του ενός από τα συμβαλλόμενα Κράτη και στην προαιρετική σύμφω-

να με τις διατάξεις της νομοθεσίας του άλλου Κράτους αν τούτο δεν προβλέπεται από τις διατάξεις της νομοθεσίας του τελευταίου αυτού Κράτους.

ΤΙΤΛΟΣ ΙΙ

ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ ΣΧΕΤΙΚΕΣ ΜΕ ΤΗΝ ΕΦΑΡΜΟΖΟΜΕΝΗ ΝΟΜΟΘΕΣΙΑ

Άρθρο 7

1. Με την επιφύλαξη της διάταξης του άρθρου 6, παράγραφος 2, ο εργαζόμενος στον οποίο εφαρμόζεται η παρούσα σύμβαση υπάγεται στη νομοθεσία του ενός μόνο από τα συμβαλλόμενα Κράτη. Η νομοθεσία αυτή καθορίζεται σύμφωνα με τις διατάξεις του παρόντος τίτλου.

2. Με την επιφύλαξη των διατάξεων της παρούσας σύμβασης:

α) Ο εργαζόμενος που απασχολείται στο έδαφος του ενός από τα συμβαλλόμενα Κράτη υπάγεται στην νομοθεσία του Κράτους αυτού ακόμη και αν διαμένει στο έδαφος του άλλου Κράτους ή αν η επιχείρηση ή ο εργοδότης στον οποίο απασχολείται έχει την έδρα ή την κατοικία του στο έδαφος του άλλου Κράτους.

β) Το πλήρωμα πλοίου που φέρει τη σημαία ενός από τα συμβαλλόμενα Κράτη υπάγεται στη νομοθεσία του Κράτους αυτού.

Κάθε άλλο πρόσωπο που απασχολείται σε εργασίες φόρτωσης, εκφόρτωσης και επιτήρησης του πλοίου υπάγεται στη νομοθεσία του Κράτους όπου βρίσκεται το πλοίο.

3. Το προσωπικό κίνησης των αεροπορικών μεταφορικών επιχειρήσεων υπάγεται στη νομοθεσία του συμβαλλόμενου Κράτους στην περιοχή του οποίου έχει την έδρα της η επιχείρηση.

Άρθρο 8

Κατά παρέκκλιση των διατάξεων της παρ. 2, εδαφ. α), του προηγούμενου άρθρου:

α. Για τους διπλωματικούς πράκτορες, προξενικούς πράκτορες καριέρας, πράκτορες διεθνών οργανισμών και για το προσωπικό των αποστολών που διευθύνονται από διπλωματικούς πράκτορες και προξενικούς πράκτορες καριέρας καθώς και για τους ιδιωτικούς υπηρέτες στην υπηρεσία των διπλωματικών πρακτόρων και προξενικών πρακτόρων καριέρας εφαρμόζονται οι ισχύουσες συμβάσεις και συμφωνίες, και, σε περίπτωση μερικής ή ολικής καταγγελίας, οι αρμόδιες αρχές των δύο Κρατών θα συμφωνήσουν τον τρόπο εξεύρεσης της προσφορότερης λύσης.

β. Οι δημόσιοι υπάλληλοι και οι εξομοιούμενοι με αυτούς του ενός από τα συμβαλλόμενα Κράτη που αποστέλλονται για την ενάσκηση των καθηκόντων τους στο έδαφος του άλλου Κράτους υπά-

γονται στη νομοθεσία του συμβαλλόμενου Κράτους στο οποίο ανήκει η υπηρεσία στην οποία απασχολούνται.

γ) Εργαζόμενος που παρέχει εξαρτημένη εργασία σε μιά επιχείρηση ή σε ένα εργοδότη που έχει την έδρα ή την κατοικία του στο έδαφος του ενός από τα συμβαλλόμενα Κράτη, που αποστέλλεται για εκτέλεση εργασίας στο έδαφος του άλλου Κράτους για περιωρισμένη χρονική διάρκεια, εξακολουθεί να υπάγεται στη νομοθεσία του πρώτου Κράτους, εφ' όσον η προβλεπόμενη διάρκεια της εργασίας του σ' αυτό δεν υπερβαίνει περίοδο 24 μηνών.

Οι ίδιοι κανόνες εφαρμόζονται εξίσου στα πρόσωπα τα οποία ασκούν συνήθως αυτοτελή δραστηριότητα στο έδαφος του ενός από τα συμβαλλόμενα Κράτη και τα οποία μεταβαίνουν για την άσκηση της δραστηριότητας αυτής στο έδαφος του άλλου Κράτους για περιωρισμένο χρονικό διάστημα.

Άρθρο 9

Οι αρμόδιες αρχές των δύο συμβαλλόμενων Κρατών μπορούν να προβλέπουν με κοινή συμφωνία εξαιρέσεις από τις διατάξεις των άρθρων 7 και 8 για ορισμένους εργαζόμενους ή για ορισμένες κατηγορίες εργαζομένων.

ΤΙΤΛΟΣ ΙΙΙ

ΕΙΔΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ ΓΙΑ ΤΙΣ ΔΙΑΦΟΡΕΣ ΚΑΤΗΓΟΡΙΕΣ ΠΑΡΟΧΩΝ

ΚΕΦΑΛΑΙΟ Ι

ΑΣΘΕΝΕΙΑ ΜΗΤΡΟΤΗΤΑ ΚΑΙ ΟΙΚΟΓΕΝΕΙΑΚΑ ΕΠΙΔΟΜΑΤΑ

Άρθρο 10

Αν η νομοθεσία του ενός από τα συμβαλλόμενα Κράτη εξαρτά την απόκτηση, διατήρηση ή επανάκτηση του δικαιώματος παροχών σε χρήμα ή σε είδος από την πραγματοποίηση περιόδων ασφάλισης, τότε το αρμόδιο ίδρυμα θα λάβει υπόψη, αν είναι αναγκαίο, τις περιόδους ασφάλισης που πραγματοποιήθηκαν κατά τη νομοθεσία του άλλου συμβαλλόμενου Κράτους, σαν να επρόκειτο για περιόδους που πραγματοποιήθηκαν κατά τη νομοθεσία του πρώτου Κράτους.

Άρθρο ΙΙ

1. Ο δικαιούχος σύνταξης που οφείλεται σύμφωνα με τη νομοθεσία και των δύο συμβαλλόμενων Κρατών καθώς και τα μέλη της οικογένειάς του, δικαιούνται παροχές ασθένειας σε είδος από μέρος του ιδρύματος του Κράτους στο οποίο διαμένουν μόνιμα ή προσωρινά, σε βάρος αυτού του ιδρύματος.

2. Ο δικαιούχος σύνταξης που οφείλεται σύμφωνα με τη νομοθεσία του ενός μόνο από τα συμβαλλόμενα Κράτη, καθώς και τα μέλη της οικογένειάς του που διαμένουν μόνιμα ή προσωρινά στο έδαφος του άλλου Κράτους, δικαιούνται παροχές ασθένειας σε είδος από το ίδρυμα του τελευταίου αυτού Κράτους σύμφωνα με τη νομοθεσία που αυτό εφαρμόζει. Τα έξοδα των παροχών που χορηγήθηκαν αποδίδονται από το ίδρυμα που οφείλει τη σύνταξη στο ίδρυμα που τις χορήγησε.

Άρθρο 12

Οι αρμόδιες αρχές μπορούν να ρυθμίσουν με διοικητική συμφωνία τον τρόπο χορήγησης των παροχών ασθένειας και μητρότητας στους εργαζόμενους και τα μέλη οικογένειάς τους που μεταφέρουν την προσωρινή ή μόνιμη διαμονή τους στο έδαφος του άλλου συμβαλλόμενου Κράτους από εκείνο που είναι αρμόδιο και που πληρούν τις απαιτούμενες προϋποθέσεις από τη νομοθεσία του τελευταίου αυτού Κράτους.

Άρθρο 13

Οι δαπάνες παροχών σε είδος που χορηγούνται από το ίδρυμα του ενός από τα συμβαλλόμενα Κράτη για λογαριασμό του

ιδρύματος του άλλου Κράτους δυνάμει των διατάξεων της παρούσας σύμβασης αποδίδονται κατά τον τρόπο που καθορίζεται στις διοικητικές συμφωνίες τις προβλεπόμενες από το άρθρο 21.

Άρθρο 14

Οι αρμόδιες αρχές των δύο συμβαλλόμενων Κρατών μπορούν να ρυθμίσουν με κοινή συμφωνία, σε σχέση με την εθνική τους νομοθεσία, τα αναγκαία μέτρα για την έγκριση καταβολής των οικογενειακών επιδομάτων στο έδαφος του άλλου συμβαλλόμενου Κράτους από εκείνο που βρίσκεται το αρμόδιο ίδρυμα.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΙΙ

ΑΝΑΠΗΡΙΑ, ΓΗΡΑΣ ΚΑΙ ΕΠΙΖΩΝΤΕΣ

Άρθρο 15

1. α) Για την απόκτηση, διατήρηση και επανάκτηση του δικαιώματος σε παροχές συντάξεων, αν ο εργαζόμενος έχει υπαχθεί διαδοχικά ή αλληλοδιάδοχα στη νομοθεσία και των δύο συμβαλλόμενων Κρατών οι περίοδοι ασφάλισης που πραγματοποιήθηκαν σύμφωνα με τη νομοθεσία καθενός από τα δύο Κράτη συνυπολογίζονται, εφ' όσον δεν συμπίπτουν χρονικά.

β) Αν η νομοθεσία του ενός από τα συμβαλλόμενα Κράτη εξαρτά τη χορήγηση ορισμένων παροχών από την προϋπόθεση ότι οι περίοδοι ασφάλισης πραγματοποιήθηκαν σε επάγγελμα που υπάγεται σε ειδικές διατάξεις, οι περίοδοι που πραγματοποιήθηκαν κάτω από ανάλογες διατάξεις του άλλου Κράτους ή, εφ' όσον δεν υπάρχουν, στο ίδιο επάγγελμα ή στην ίδια απασχόληση, συνυπολογίζονται αποκλειστικά για τον καθορισμό του δικαιώματος στις παροχές αυτές, ακόμη και όταν στο άλλο Κράτος δεν υπάρχουν ειδικές διατάξεις για το ίδιο επάγγελμα ή απασχόληση. Αν λαμβανομένου υπόψη του συνόλου των εν λόγω περιόδων ασφάλισης ο ενδιαφερόμενος δεν συμπληρώνει τις προϋποθέσεις για την απόκτηση του δικαιώματος στις παροχές αυτές, οι περίοδοι αυτές λαμβάνονται υπόψη για τον καθορισμό του δικαιώματος σε παροχές σύμφωνα με τις γενικές διατάξεις.

γ) Σε περίπτωση κατά την οποία ο εργαζόμενος δεν έχει δικαίωμα σε παροχές σύμφωνα με τις διατάξεις του προηγούμενου εδαφίου α), λαμβάνονται εξίσου υπόψη οι περίοδοι ασφάλισης που πραγματοποιήθηκαν σε τρίτα Κράτη, τα οποία συνδέονται και με τα δύο συμβαλλόμενα Κράτη με χωριστές διμερείς ή πολυμερείς συμβάσεις κοινωνικής ασφάλειας, που προβλέπουν τον συνυπολογισμό των περιόδων ασφάλισης που πραγματοποιήθηκαν στα κράτη αυτά.

Αν ένα μόνο από τα συμβαλλόμενα Κράτη συνδέεται με ένα άλλο

Κράτος με σύμβαση κοινωνικής ασφάλειας που προβλέπει τον συνυπολογισμό των περιόδων ασφάλισης που πραγματοποιήθηκαν στα δύο κράτη, για τους σκοπούς εφαρμογής της παραγράφου αυτής, το εν λόγω συμβαλλόμενο Κράτος λαμβάνει υπόψη τις περιόδους ασφάλισης που πραγματοποιήθηκαν στο τρίτο Κράτος.

2. Όταν ο εργαζόμενος έχει τις καθορισμένες από τη νομοθεσία του ενός από τα συμβαλλόμενα Κράτη προϋποθέσεις για την χορήγηση παροχών χωρίς να είναι αναγκαίο να γίνει συνυπολογισμός των περιόδων ασφάλισης που αναφέρονται στην προηγούμενη παράγραφο 1, το αρμόδιο ίδρυμα του Κράτους αυτού καθορίζει το ύψος των παροχών με βάση αποκλειστικά τις περιόδους ασφάλισης που πραγματοποιήθηκαν σύμφωνα με τις διατάξεις της νομοθεσίας που εφαρμόζει. Η διάταξη αυτή εφαρμόζεται εξίσου στην περίπτωση κατά την οποία ο ασφαλισμένος έχει δικαίωμα σε παροχές από μέρους του άλλου συμβαλλόμενου Κράτους που υπολογίζονται σύμφωνα με την επόμενη παράγραφο 3.

3. Όταν ο εργαζόμενος δεν μπορεί να προβάλει δικαίωμα σε παροχές με βάση μόνο τις περιόδους ασφάλισης που πραγματοποιήθηκαν σύμφωνα με τη νομοθεσία του ενός συμβαλλόμενου Κράτους, το αρμόδιο ίδρυμα του Κράτους αυτού προσδιορίζει το δικαίωμα σε παροχές συνυπολογίζοντας, αν είναι αναγκαίο, τις περιόδους

ασφάλισης που πραγματοποιήθηκαν σύμφωνα με τη νομοθεσία του άλλου συμβαλλόμενου Κράτους, για την συμπλήρωση των προϋποθέσεων που προβλέπονται από την δική του νομοθεσία και υπολογίζει το ποσό της παροχής σύμφωνα με τις ακόλουθες διατάξεις:

α) Καθορίζει το θεωρητικό ποσό της παροχής την οποία θα δικαιούτο ο ενδιαφερόμενος, αν όλες οι περιόδους ασφάλισης που συνυπολογίζονται είχαν πραγματοποιηθεί σύμφωνα με τις διατάξεις της νομοθεσίας του.

β) Καθορίζει κατόπιν το πραγματικό ποσό της παροχής που δικαιούται ο ενδιαφερόμενος με βάση το θεωρητικό ποσό που αναφέρεται στο εδάφιο α) κατά την αναλογία των περιόδων ασφάλισης που πραγματοποιήθηκαν κατά τη νομοθεσία που εφαρμόζει, σε σχέση με τις περιόδους ασφάλισης που πραγματοποιήθηκαν και στα δύο Κράτη.

γ) Αν η συνολική διάρκεια των περιόδων ασφάλισης που πραγματοποιήθηκαν σύμφωνα με τη νομοθεσία των δύο συμβαλλόμενων Κρατών υπερβαίνει τη μέγιστη διάρκεια που απαιτείται από τη νομοθεσία ενός από τα Κράτη για θεμελίωση δικαιώματος πλήρους παροχής, το αρμόδιο ίδρυμα λαμβάνει υπόψη τη μέγιστη αυτή διάρκεια αντί της συνολικής διάρκειας των αναφερόμενων περιόδων.

4. Αν η νομοθεσία του ενός από τα συμβαλλόμενα Κράτη προβλέ-

πει ότι ο υπολογισμός των παροχών γίνεται με βάση το μισθό ή τις εισφορές, το ίδρυμα που καθορίζει την παροχή δυνάμει του παρόντος άρθρου λαμβάνει υπόψη αποκλειστικά τους μισθούς ή τις εισφορές που καταβλήθηκαν σύμφωνα με τη νομοθεσία που εφαρμόζει.

5. Κατά παρέκκλιση των διατάξεων της παραγράφου 1, εδάφιο α), αν η συνολική διάρκεια των περιόδων ασφάλισης που πραγματοποιήθηκαν κατά τη νομοθεσία του ενός από τα συμβαλλόμενα Κράτη δεν φθάνουν το ένα έτος και αν, λαμβανομένων υπόψη αυτών μόνο των περιόδων, δεν αποκτάται κανένα δικαίωμα παροχών σύμφωνα με τις διατάξεις της νομοθεσίας αυτής, το ίδρυμα του Κράτους αυτού δεν έχει υποχρέωση καταβολής παροχών για τις εν λόγω περιόδους ασφάλισης. Αντίθετα, το αρμόδιο ίδρυμα του άλλου συμβαλλόμενου Κράτους οφείλει να λάβει υπόψη αυτές τις περιόδους ασφάλισης, είτε για την απόκτηση του δικαιώματος, είτε για τον υπολογισμό των παροχών.

6. Στην περίπτωση που πρέπει να εφαρμοστεί η παράγραφος 1, εδάφιο γ) του παρόντος άρθρου, είτε για τον υπολογισμό του θεωρητικού ποσού της παροχής που αναφέρεται στην παράγραφο 3, εδάφιο α), είτε για το πραγματικό ποσό της παροχής που αναφέρεται στο εδάφιο β), της ίδιας παραγράφου, λαμβάνονται υπόψη οι περί-

οδοι ασφάλισης που πραγματοποιήθηκαν σε τρίτο κράτος, υπό την επιφύλαξη των διατάξεων της επόμενης παραγράφου 7.

7. Οι διατάξεις της παραγράφου 1, εδάφιο γ), τελευταίο μέρος και της παραγράφου 6 του παρόντος άρθρου εφαρμόζονται αποκλειστικά στους υπήκοους των συμβαλλόμενων Κρατών.

Άρθρο 16

1. Το άθροισμα των συνταξιοδοτικών παροχών που οφείλονται από τα αρμόδια ιδρύματα των συμβαλλόμενων Κρατών σύμφωνα με το άρθρο 15 δεν μπορεί να είναι κατώτερο από την ελάχιστη παροχή που ισχύει στο συμβαλλόμενο Κράτος στο έδαφος του οποίου διαμένει ο δικαιούχος.

2. Οι διοικητικές συμφωνίες που προβλέπονται από το άρθρο 21 θα καθορίσουν τους τρόπους εφαρμογής των διατάξεων της προηγούμενης παραγράφου.

Άρθρο 17

Αν η νομοθεσία του ενός από τα συμβαλλόμενα Κράτη εξαρτά την χορήγηση παροχών από την προϋπόθεση ότι ο εργαζόμενος κατά το χρόνο επαλήθευσης της ασφαλιστικής περίπτωσης για

χορήγηση παροχών υπάγεται στη νομοθεσία του κράτους αυτού, η προϋπόθεση αυτή θεωρείται ότι πληρούται αν κατά την επαλήθευση αυτής της περίπτωσης υπάγεται στη νομοθεσία του άλλου Κράτους ή αν έχει δικαίωμα παροχών στο άλλο κράτος.

ΤΙΤΛΟΣ IV

ΔΙΑΦΟΡΕΣ ΜΕΤΑΒΑΤΙΚΕΣ ΚΑΙ ΤΕΛΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Άρθρο 18

1. Οι αρμόδιες αρχές, τα ιδρύματα και οι οργανισμοί συνδέσμου των δύο συμβαλλόμενων Κρατών γνωστοποιούν κάθε πληροφορία σχετική με:

α) τα μέτρα που λαμβάνονται για την εφαρμογή της παρούσας σύμβασης.

β) τις τροποποιήσεις της νομοθεσίας τους που μπορούν να επεκτείνουν την εφαρμογή της παρούσας σύμβασης.

2. Για την εφαρμογή της παρούσας σύμβασης οι αρχές και τα ιδρύματα των συμβαλλόμενων κρατών πρέπει να παρέχουν αμοιβαία τη συνδρομή τους και να ενεργούν σαν να επρόκειτο για την εφαρμογή της δικής τους νομοθεσίας.

Η βοήθεια παρέχεται δωρεάν.

3. Οι αιτήσεις ή άλλα έγγραφα που υποβάλλονται από τους ενδιαφερόμενους στις αρχές, ιδρύματα ή δικαστήρια του ενός από τα συμβαλλόμενα Κράτη δεν επιτρέπεται να απορρίπτονται από το γεγονός ότι αυτά έχουν συνταχθεί στην επίσημη γλώσσα του άλλου συμβαλλόμενου Κράτους.

4. Οι αρμόδιες αρχές μπορούν να εξετάζουν περιοδικά τα προβλήματα που προκύπτουν από την εφαρμογή της παρούσας σύμβασης με σκοπό να βρουν την κατάλληλη λύση.

Άρθρο 19

1. Οι εξαιρέσεις ή εκπτώσεις από φόρους χαρτοσήμου ή άλλους φόρους ή δικαιώματα που προβλέπονται από τη νομοθεσία του ενός από τα συμβαλλόμενα Κράτη για τα πιστοποιητικά ή έγγραφα που πρέπει να υποβάλλονται κατά την εφαρμογή της νομοθεσίας του Κράτους αυτού, επεκτείνονται και στα αντίστοιχα πιστοποιητικά ή έγγραφα που πρέπει να υποβάλλονται κατά την εφαρμογή της νομοθεσίας του άλλου συμβαλλόμενου Κράτους ή της παρούσας σύμβασης.

2. Όλες οι πράξεις, τα έγγραφα και τα οποιουδήποτε είδους πιστοποιητικά που πρέπει να υποβάλλονται για την εφαρμογή της

παρούσας σύμβασης απαλλάσσονται της επικύρωσης από μέρους των διπλωματικών ή προξενικών αρχών.

3. Οι αιτήσεις, δηλώσεις ή προσφυγές που θα έπρεπε να υποβάλλονται σε εφαρμογή της νομοθεσίας του ενός συμβαλλόμενου Κράτους, μέσα σε ορισμένη προθεσμία σε μιά αρχή, ένα ίδρυμα ή μιά δικαστική αρχή του Κράτους αυτού, γίνονται δεκτές αν υποβληθούν στην ίδια προθεσμία σε αντίστοιχη αρχή, ίδρυμα ή δικαστική αρχή του άλλου συμβαλλόμενου Κράτους.

Στην περίπτωση αυτή, η αρχή το ίδρυμα ή η δικαστική αρχή, διαβιβάζει τις αιτήσεις αυτές, δηλώσεις ή προσφυγές στην αρμόδια αρχή, ίδρυμα ή δικαστική αρχή του πρώτου Κράτους, είτε κατευθείαν είτε δια μέσου των οργανισμών συνδέσμου του συμβαλλόμενου Κράτους που αφορούν. Η ημερομηνία κατά την οποία υποβλήθηκαν οι παραπάνω αιτήσεις, δηλώσεις ή προσφυγές στην αρμόδια αρχή, ίδρυμα ή δικαστική αρχή του δευτέρου συμβαλλόμενου Κράτους θεωρείται σαν ημερομηνία υποβολής στην αρμόδια αρχή, ίδρυμα ή δικαστική αρχή του πρώτου συμβαλλόμενου Κράτους, με αποκλειστικό σκοπό την ισχύ της υποβολής αυτής.

Άρθρο 20

Οι αρμόδιες αρχές, τα ιδρύματα και οι οργανισμοί των δύο συμβαλλόμενων Κρατών μπορούν να αλληλογραφούν απευθείας μεταξύ τους καθώς και με τα ενδιαφερόμενα πρόσωπα ή τους εντολοδόχους τους στην αντίστοιχη επίσημη γλώσσα τους ή στην αγγλική ή στη γαλλική γλώσσα.

Άρθρο 21

Οι αρμόδιες αρχές των δύο συμβαλλόμενων Κρατών θα καθορίσουν με διοικητικές συμφωνίες τους αναγκαίους όρους για την εφαρμογή της παρούσας σύμβασης.

Άρθρο 22

Το αρμόδιο ίδρυμα του ενός από τα συμβαλλόμενα Κράτη είναι υποχρεωμένο να διενεργεί, μετά από αίτηση του αρμόδιου ιδρύματος του άλλου Κράτους τις αναγκαίες ιατρικές εξετάσεις για τους δικαιούχους που βρίσκονται στο έδαφός του.

Άρθρο 23

1. Αν, κατά το χρόνο της απονομής ή αναθεώρησης συντάξεων γήρατος, αναπηρίας ή θανάτου σε εφαρμογή των διατάξεων της παρούσας σύμβασης, το ίδρυμα του ενός από τα συμβαλλόμενα κράτη κατέβαλε στο δικαιούχο παροχών ποσό που υπερβαίνει αυτό που δικαιούται, το ίδρυμα αυτό μπορεί να ζητήσει από το ίδρυμα του άλλου Κράτους, που οφείλει αντίστοιχες παροχές στον ίδιο αυτό δικαιούχο, να παρακρατήσει το ποσό που επί πλέον κατέβαλε από αναδρομικές συντάξεις, που ενδεχομέ-

νως, οφείλει στο δικαιούχο. Το τελευταίο αυτό ίδρυμα αποστέλλει το ποσό που παρακρατήθηκε στον οργανισμό που το ζήτησε. Σε περίπτωση κατά την οποία το ποσό που καταβλήθηκε επί πλέον δεν μπορεί να παρακρατηθεί από τις οφειλόμενες αναδρομικές συντάξεις, εφαρμόζονται οι διατάξεις της παραγράφου 2.

2. Αν το ίδρυμα του ενός από τα συμβαλλόμενα Κράτη κατέβαλε στο δικαιούχο παροχών ένα ποσό που υπερβαίνει αυτό που δικαιούται, το ίδρυμα αυτό μπορεί, με τις προϋποθέσεις και τους περιορισμούς που προβλέπονται από τη νομοθεσία που εφαρμόζει, να ζητήσει από το ίδρυμα του άλλου συμβαλλόμενου Κράτους, που οφείλει παροχές στον ίδιο αυτό δικαιούχο, να παρακρατήσει το ποσό που επί πλέον κατέβαλε από τα ποσά που το τελευταίο αυτό θα καταβάλει στο δικαιούχο.

Το τελευταίο αυτό ίδρυμα πραγματοποιεί την παρακράτηση με τους όρους και τους περιορισμούς που προβλέπονται από τη νομοθεσία που εφαρμόζει και μεταφέρει το ποσό που παρακράτησε στο ίδρυμα που το ζήτησε.

Άρθρο 24

Οι Οργανισμοί συνδέσμου θα συντάξουν ανάλογα με τις ανάγκες και με κοινή συμφωνία τα έντυπα και τα τυποποιημένα έγγραφα

που απαιτούνται για την εφαρμογή της παρούσας σύμβασης.

Οι οργανισμοί συνδέσμου μπορούν εξίσου να συμφωνήσουν για τα διοικητικά μέτρα εφαρμογής της παρούσας σύμβασης και της διοικητικής συμφωνίας με σκοπό να επιτευχθεί πλήρης εφαρμογή της παρούσας σύμβασης σύμφωνα με το πνεύμα και το γράμμα αυτής.

Άρθρο 25

1. Οι πληρωμές σύμφωνα με την παρούσα σύμβαση μπορούν να γίνουν νόμιμα στο νόμισμα του συμβαλλόμενου Κράτους που πραγματοποιεί την πληρωμή.
2. Αν στο ένα από τα συμβαλλόμενα Κράτη υπάρχουν περισσότερες από μιά τιμή συναλλάγματος ή θεσπιστούν συναλλαγματικοί περιορισμοί στη μεταφορά συναλλάγματος, η αρμόδια αρχή του Κράτους αυτού είναι υποχρεωμένη να επέμβει στις αρμόδιες στον τομέα αυτό αρχές προκειμένου να πετύχει τη μεταφορά των απαραίτητων ποσών για τους σκοπούς της παρούσας σύμβασης στην τιμή συναλλάγματος την πιο ευνοϊκή για τους δικαιούχους.

Άρθρο 26

Οι διαφορές που προκύπτουν από την εφαρμογή της παρούσας σύμβασης επιλύονται με αμοιβαία συμφωνία μεταξύ των αρμόδιων αρχών των συμβαλλόμενων Κρατών.

Άρθρο 27

Οι αρμόδιες αρχές των δύο συμβαλλόμενων Κρατών σε περίπτωση τροποποίησης της νομοθεσίας της Αργεντινής που αφορά τα ερ-

γατικά ατυχήματα και τις επαγγελματικές ασθένειες μπορούν να ρυθμίσουν με κοινή συμφωνία τους τρόπους προσαρμογής της σύμβασης αυτής προς τη νέα νομοθεσία.

Άρθρο 28

1. Η παρούσα σύμβαση δεν θεμελιώνει δικαίωμα καταβολής παροχών για τον προηγούμενο από την έναρξη της ισχύος της χρόνο.

2. Κάθε περίοδος ασφάλισης που πραγματοποιήθηκε σύμφωνα με τη νομοθεσία καθενός από τα συμβαλλόμενα Κράτη πριν από την έναρξη ισχύος της παρούσας σύμβασης λαμβάνεται υπόψη για την εφαρμογή των διατάξεων της σύμβασης αυτής.

Ο κανόνας που καθιερώνεται στην προηγούμενη φράση δεν θίγει τις διατάξεις των νομοθεσιών των δύο συμβαλλόμενων Κρατών που αναφέρονται στο χρονικό πεδίο εφαρμογής των νομοθεσιών αυτών.

3. Κάθε παροχή που δεν χορηγήθηκε, ή έγινε αναστολή της καταβολής της εξαιτίας της εθνικότητας ή του τόπου κατοικίας του ενδιαφερόμενου, ή απορρίφτηκε από το γεγονός ότι δεν πληρούνται οι απαιτούμενες από τις εσωτερικές νομοθεσίες των δύο συμβαλλόμενων Κρατών προϋποθέσεις, καταβάλλεται ή επαναχορηγείται ή επανακαθορίζεται, μετά από αίτηση του ενδιαφερόμενου, με την επιφύλαξη ότι τα δικαιώματα που εξοφλήθηκαν προγενέστερα δεν

έγιναν με πληρωμές.

4. Τα δικαιώματα των ενδιαφερομένων που έχουν αποκτηθεί πριν από την έναρξη ισχύος της παρούσας σύμβασης και συντάξεις που χορηγήθηκαν μπορούν να αναθεωρηθούν σύμφωνα με τις διατάξεις της σύμβασης μετά από αίτηση του ενδιαφερόμενου.

5. Στις περιπτώσεις που αναφέρονται στις παραγράφους 3 και 4 οι παροχές θα χορηγούνται από την ημερομηνία υποβολής της αίτησης. Αλλά στην περίπτωση που η αίτηση υποβάλλεται σε προθεσμία ενός έτους μετά την ημερομηνία έναρξης ισχύος της σύμβασης οι παροχές θα χορηγούνται από την ημερομηνία αυτή.

Άρθρο 29

Η παρούσα σύμβαση θα επικυρωθεί και από τα δύο συμβαλλόμενα Κράτη σύμφωνα με τη διαδικασία που προβλέπει το καθένα από τα Κράτη και τα όργανα επικύρωσης θα ανταλλάγουν το ταχύτερο δυνατό.

Άρθρο 30

Η παρούσα σύμβαση, θα τεθεί σε ισχύ την πρώτη ημέρα του δεύτερου μήνα από εκείνο μέσα στον οποίο ανταλλάχτηκαν τα

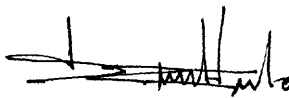
όργανα επικύρωσης.

Άρθρο 31

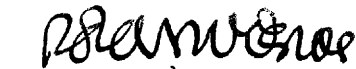

1. Η παρούσα σύμβαση συνάπτεται για αόριστο χρόνο, μπορεί όμως να καταγγελθεί, οποτεδήποτε, από το ένα ή το άλλο συμβαλλόμενο Κράτος. Η καταγγελία θα ισχύσει τον έκτο μήνα από την ημερομηνία γνωστοποίησής της στο άλλο συμβαλλόμενο Κράτος.
 2. Σε περίπτωση καταγγελίας, οι διατάξεις της παρούσας σύμβασης συνεχίζουν να ισχύουν για δικαιώματα που έχουν αποκτηθεί, χωρίς να λαμβάνονται υπόψη περιοριστικές διατάξεις που προβλέπονται από τις νομοθεσίες των αρμόδιων ιδρυμάτων για τις περιπτώσεις ξένης υπηκοότητας ή παραμονής του ασφαλισμένου στο εξωτερικό.
 3. Τα δικαιώματα για μελλοντικές παροχές που αποκτήθηκαν με βάση τις περιόδους ασφάλισης που πραγματοποιήθηκαν πριν από την ημερομηνία που θα πάψει να ισχύει η παρούσα σύμβαση θα διατηρηθούν σύμφωνα με τις συμφωνίες που θα συναφθούν ανάμεσα στα δύο συμβαλλόμενα Κράτη.
- ΣΕ ΠΙΣΤΩΣΗ ΤΟΥΤΟΥ οι πληρεξούσιοι των δύο συμβαλλόμενων Κρατών υπόγραψαν την παρούσα σύμβαση.

ΕΓΙΝΕ στην πόλη του Μπουένος Άϊρες εξίς τριάντα
Μαΐου του χίλια εννιακόσια οχθόντα τέσσερα
σε τρία πρωτότυπα στην ελληνική, ισπανική και γαλλική γλώσσα
και τα κείμενα αυτών θεωρούνται εξίσου αυθεντικά.

Για την Κυβέρνηση
της Ελληνικής Δημοκρατίας


Ροζαλέστακας

Για την Κυβέρνηση
της Αργεντινής Δημοκρατίας

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]
CONVENIO DE SEGURIDAD SOCIAL

ENTRE

LA REPUBLICA ARGENTINA

Y

LA REPUBLICA HELENICA

El Gobierno de la República Argentina y el Gobierno de la República Helénica, inspirados en el deseo de reglar las relaciones de los dos países en materia de seguridad social, han decidido concluir el siguiente Convenio.

TITULO I

DISPOSICIONES GENERALES

Artículo 1

A los fines de la aplicación del presente Convenio

El término "Argentina" indica la República Argentina.

El término "Grecia" indica la República Helénica.

- b) El término "trabajador" indica toda persona que ha cumplido períodos de seguro tal como ellos están definidos por las legislaciones mencionadas en el artículo 2 del presente Convenio.
- c) El término "familiares" indica toda persona definida o reconocida como familiar por las disposiciones del Estado contratante cuya legislación se aplica.
- d) El término "supérstites" indica toda persona definida o reconocida como superstite por las disposiciones del Estado contratante cuya legislación se aplica.
- e) El término "residencia" indica el lugar de habitación habitual.
- f) El término "habitación" designa el lugar de habitación temporaria.
- g) El término "legislación" indica las leyes, decretos, reglamentos y toda otra disposición, existentes o futuras, concernientes a los regímenes de seguridad social mencionados en el artículo 2 del presente Convenio.
- h) El término "autoridad competente" indica la autoridad competente para la aplicación de las legislaciones mencionadas en el artículo 2 del presente Convenio, y en particular:

En lo que concierne a la Argentina, el Ministerio de Trabajo y Seguridad Social - Secretaría de Seguridad Social- y el Mi

nisterio de Salud y Acción Social -Secretaría de Salud-, de acuerdo con sus respectivas competencias.

En lo que concierne a Grecia, el Ministerio de la Seguridad Social.

- i) El término "institución competente" indica la institución en la cual el interesado está comprendido al momento de la solicitud de prestaciones, o la institución en la cual el interesado tiene derecho a prestaciones o tendría derecho si él o su familia residieran en el territorio del Estado contratante en el que dicha institución se encuentra.
- j) El término "Estado competente" indica el Estado contratante en cuyo territorio se encuentra la institución competente.
- k) El término "organismo de enlace" indica los organismos designados por las autoridades competentes para comunicarse entre sí e intervenir ante las instituciones competentes para el diligenciamiento de los asuntos concernientes a las solicitudes de prestaciones.
- l) El término "períodos de seguro" indica los períodos de cotización o de servicios tal como ellos están definidos o reconocidos como períodos de seguro por la legislación bajo la cual fueron cumplidos, como también los períodos asimilados en la medida en que ellos están reconocidos por dicha legislación como equivalentes a períodos de seguro.

- m) Los términos "prestaciones económicas", "jubilaciones", "pensiones", indican todas las prestaciones en dinero, incluidas las asignaciones suplementarias y los incrementos.
- n) El término "prestaciones en especie" indica la prestación de bienes o de servicios susceptibles de apreciación pecuniaria.
- o) Todo otro término del presente Convenio tiene el significado que le corresponde de acuerdo con la legislación de los Estados contratantes.

Artículo 2

El presente Convenio se aplica:

1. En la Argentina:
 - a) A la legislación de los regímenes de jubilaciones y pensiones.
 - b) A la legislación concerniente a las prestaciones médicas (obras sociales).
 - c) A la legislación del seguro de accidentes del trabajo y enfermedades profesionales.
 - d) Al régimen de asignaciones familiares.

En Grecia:

- a) A la legislación del régimen general de seguros sociales que cubran a los trabajadores en relación de dependencia

o asimilados contra los riesgos de vejez, muerte, invalidez, enfermedad-maternidad, accidentes de trabajo y enfermedades profesionales y asignaciones familiares.

- b) A la legislación de los regímenes especiales de seguros sociales que cubran, para los riesgos determinados en el precedente inciso a), a ciertas categorías de trabajadores en relación de dependencia o asimilados y a personas que ejerzan una actividad independiente o una profesión liberal, con excepción del régimen de los marinos de la marina mercante y de los regímenes que cubran a los funcionarios del Estado. En lo que concierne al régimen de los marinos de la marina mercante el Convenio podrá ser aplicado conforme a un acuerdo entre las autoridades competentes.
- c) Al régimen de asignaciones familiares de carácter demográfico.
2. El presente Convenio se aplica igualmente, a las legislaciones que complementen o modifiquen las legislaciones enumeradas en el párrafo precedente.
3. El presente Convenio se aplica igualmente a las legislaciones de los Estados contratantes que extiendan la aplicación de la legislación existente a nuevas categorías de trabajadores o que instituyan nuevas disposiciones de seguridad social, salvo que:

- a) El Gobierno del Estado contratante que extienda su legislación o instituya nuevas disposiciones notifique al Gobierno del otro Estado contratante su voluntad de exceptuar esas disposiciones del campo de aplicación del presente Convenio, en un plazo de tres meses a contar desde la publicación oficial de tales disposiciones;
- b) El Gobierno del otro Estado contratante notifique su oposición al Gobierno del primer Estado contratante, en un plazo de tres meses a contar desde la notificación oficial de la extensión o institución.

Artículo 3

El presente Convenio se aplica a los trabajadores que están o han estado sujetos a la legislación de uno o ambos Estados contratantes, independientemente de su nacionalidad, como también a sus familiares y supérstites.

Artículo 4

Los nacionales de cada una de las partes contratantes que residan en el territorio de la otra parte tienen derecho a los mismos beneficios y están sujetos a las mismas obligaciones que los nacionales de este Estado.

Artículo 5.

1. Salvo disposición en contrario del presente Convenio, los derechos a las prestaciones adquiridos a título de las disposiciones de la legislación de uno de los Estados contratantes no pueden sufrir ninguna reducción, modificación, suspensión ni confiscación, por el solo hecho de que el beneficiario resida en el territorio del otro Estado contratante.

2. Los beneficios de seguridad social reconocidos en virtud de la legislación interna de uno de los Estados contratantes a sus propios asegurados que residan en el territorio de un tercer país, son acordados en las mismas condiciones igualmente a los nacionales del otro Estado contratante.

Artículo 6

1. Si la legislación de uno de los Estados contratantes subordina la admisión al seguro voluntario o facultativo al cumplimiento de períodos de seguro de conformidad con las disposiciones de aquella, los períodos de seguro cumplidos bajo la legislación del otro Estado contratante son tomados en cuenta a esos fines, si fuere necesario, como si se tratara de períodos de seguro cumplidos bajo la legislación del primer Estado.

2. La aplicación de la disposición del párrafo precedente no permite la acumulación de la afiliación obligatoria conforme a las disposiciones de la legislación de uno de los Estados contratantes, y de la afiliación facultativa conforme a las disposiciones de la legislación del otro Estado, salvo que la acumulación estuviera prevista por la legislación de este último Estado.

TÍTULO II

DISPOSICIONES RELATIVAS A LA LEGISLACION APLICABLE

Artículo 7

1. Con la salvedad de la disposición del artículo 6, párrafo 2, el trabajador a quien sea aplicable el presente Convenio está sujeto a la legislación de uno solo de los Estados contratantes. Esta legislación está determinada conforme a las disposiciones del presente título.

2. Con la salvedad de las disposiciones del presente Convenio:

a) El trabajador que presta servicios en el territorio de uno de los Estados contratantes está sujeto a la legislación de este Estado, aunque resida en el territorio del otro Estado o la empresa o el empleador que lo ocupe tenga su sede o su domicilio en el territorio del otro Estado.

- b) La tripulación de una nave que enarbola la bandera de uno de los Estados contratantes está sujeta a la legislación de este Estado. Toda otra persona que trabaje en la carga, des carga o vigilancia de una nave, está sujeta a la legislación del Estado en cuya jurisdicción se encuentra la nave.
- c) El personal ambulante de empresas de transportes aéreos está sujeto a la legislación del Estado contratante en el cual tiene su sede la empresa.

Artículo 8

Como excepción a las disposiciones del párrafo 2, inciso a) del artículo precedente:

- a) Los agentes diplomáticos y consulares de carrera y de los organismos internacionales y el personal de las misiones dirigidas por agentes diplomáticos y consulares de carrera, como también los domésticos particulares al servicio de los agentes diplomáticos y consulares de carrera, se rigen por las convenciones y acuerdos en vigor, y en caso de denuncia parcial o total, las autoridades competentes de ambos Estados convendrán la manera de hallar una solución aplicable.
- Los funcionarios y el personal asimilado de uno de los Estados contratantes, enviados al territorio del otro Estado pa

ra desempeñar allí sus funciones, están sujetos a la legislación del Estado contratante al cual pertenezca la administración que los ocupe.

- c) Un trabajador dependiente de una empresa o de un empleador que tenga su sede o domicilio en el territorio de uno de los dos Estados contratantes, que sea enviado para la ejecución de su trabajo al territorio del otro Estado por un período limitado, continúa sujeto a la legislación del primer Estado, siempre que la duración previsible de su trabajo no exceda un período de veinticuatro meses.

Las mismas reglas son igualmente aplicables a las personas que ejercen habitualmente una actividad independiente en el territorio de uno de los Estados contratantes y que se trasladan para el ejercicio de esta actividad al territorio del otro Estado por un período limitado.

Artículo 9

Las autoridades competentes de los dos Estados contratantes pueden prever de común acuerdo, excepciones a las disposiciones de los artículos 7 y 8 para determinados trabajadores o determinadas categorías de trabajadores.

TITULO LII
DISPOSICIONES PARTICULARES PARA LAS
DISTINTAS CATEGORIAS DE PRESTACIONES

CAPITULO I
ENFERMEDAD, MATERNIDAD Y ASIGNACIONES FAMILIARES

Artículo 10

Si la legislación de uno de los Estados contratantes subordina la adquisición, conservación o recuperación del derecho a las prestaciones económicas o en especie, al cumplimiento de períodos de seguro, la institución competente tendrá en cuenta, si fuere necesario, los períodos de seguro cumplidos bajo la legislación del otro Estado contratante, como si se tratara de períodos cumplidos bajo la legislación del primer Estado.

Artículo 11

1. El titular de una jubilación o pensión debida en virtud de la legislación de ambos Estados contratantes, como también sus familiares, reciben las prestaciones en especie de la institución del Estado del lugar de residencia o habitación,

con cargo a esta institución.

2. El titular de una jubilación o pensión debida en virtud de la legislación de uno solo de los Estados contratantes, como también sus familiares, que residan o habiten en el territorio del otro Estado, reciben las prestaciones en especie de la institución de este último Estado de acuerdo con la legislación que aquella aplica. La institución que acuerda la jubilación o pensión reembolsa los gastos de estas prestaciones a la institución que las ha otorgado.

Artículo 12

Las autoridades competentes pueden establecer mediante un acuerdo administrativo la forma de otorgar las prestaciones por enfermedad y maternidad a los trabajadores y sus familiares que transfieran su residencia o habitación al territorio de aquel de los dos Estados contratantes que no sea el competente, y que satisfagan las condiciones previstas por la legislación de este último Estado.

Artículo 13

Los gastos de las prestaciones en especie otorgadas por uno de los Estados contratantes por cuenta de la institu-

ción del otro Estado en virtud de las disposiciones del presente Convenio, son reembolsados de la manera determinada en los acuerdos administrativos previstos por el artículo 21.

Artículo 14

Las autoridades competentes de ambos Estados contratantes pueden establecer de común acuerdo, en relación con su legislación nacional, las medidas necesarias para posibilitar el otorgamiento de las asignaciones familiares en el territorio de aquel de los dos Estados contratantes donde no tenga su sede la institución competente.

CAPITULO II

INVALIDEZ, VEJEZ Y SUPERSTITES

Artículo 15.

1.a) Si el trabajador ha estado sujeto sucesiva o alternativamente a las legislaciones de ambos Estados contratantes, para la adquisición, conservación y recuperación del derecho a las jubilaciones y pensiones, los períodos de seguro cumplidos en virtud de la legislación de cada uno de los dos Estados se totalizan, a condición que no se superpongan.

- b) Si la legislación de uno de los Estados contratantes subordina el otorgamiento de ciertas prestaciones a la condición de que los períodos de seguro hayan sido cumplidos en una profesión sometida a disposiciones especiales, los períodos cumplidos en el otro Estado bajo disposiciones equivalentes o, en su defecto, en la misma profesión o en el mismo empleo, se totalizan exclusivamente, para el otorgamiento de estas prestaciones, aunque no existan en el otro Estado disposiciones especiales; para la misma profesión o el mismo empleo. Si teniendo en cuenta los períodos así cumplidos, el interesado no satisface las condiciones requeridas para beneficiarse de dichas prestaciones, estos períodos se toman en consideración para el otorgamiento de las prestaciones, conforme a las disposiciones generales.
- c) En caso que el trabajador no tuviera derecho a las prestaciones conforme a las disposiciones del precedente inciso a), se toman igualmente en cuenta los períodos de seguro cumplidos en un tercer país con el cual ambos Estados contratantes hayan concluido separadamente convenios de seguridad social bilaterales o multilaterales que prevean la totalización de los períodos de seguro cumplidos en estos países. Si sólo uno de los dos Estados contratantes ha concluido un convenio de seguridad social con otro país, que prevea la totalización de los períodos de seguro cum-

plidos en los dos países, a los fines de la aplicación de este párrafo dicho Estado contratante toma en cuenta los períodos de seguro cumplidos en el tercer país.

2. Si el trabajador satisface las condiciones establecidas por la legislación de uno de los Estados contratantes para el otorgamiento de las prestaciones sin que la totalización de períodos de seguro mencionada en el precedente párrafo 1 sea necesaria, la institución competente de este Estado determina el importe de las prestaciones según los períodos de seguro cumplidos exclusivamente conforme a las disposiciones de la legislación que ella aplica. Esta disposición se aplica igualmente en el caso en que el asegurado tiene derecho a las prestaciones por parte del otro Estado contratante, calculadas conforme al siguiente párrafo 3.

3. Cuando un trabajador no puede hacer valer un derecho a las prestaciones en base únicamente a períodos de seguro cumplidos según la legislación de un Estado contratante, la institución competente de este Estado determina el derecho a las prestaciones totalizando los períodos de seguro cumplidos conforme a la legislación del otro Estado contratante, si

fuere necesario, para el cumplimiento de las condiciones previstas en su propia legislación y calcula el importe de la prestación conforme a las disposiciones siguientes:

- a) Determina el importe teórico de la prestación a la que el interesado tendría derecho si todos los períodos de seguro totalizados hubieran sido cumplidos conforme a las disposiciones de su legislación.
 - b) Determina luego el importe efectivo de la prestación a que tiene derecho el interesado sobre la base del importe teórico indicado en el inciso a), a prorrata de la duración de los períodos de seguro cumplidos bajo la legislación que ella aplica, en relación a la duración de los períodos de seguro cumplidos en ambos Estados.
 - c) Si la duración total de los períodos de seguro cumplidos bajo la legislación de ambos Estados contratantes supera la duración máxima establecida por la legislación de uno de los Estados para obtener la prestación completa, la institución competente toma en consideración esta duración máxima en lugar de la duración total de los períodos en cuestión.
4. Si la legislación de uno de los Estados contratantes prevé que las prestaciones se calculen en función del salario o de las cotizaciones, la institución que determina la prestación de acuerdo con el presente artículo, toma en consideración

exclusivamente el importe de los salarios o de las cotizaciones pagados según la legislación que ella aplique.

5.No obstante lo dispuesto en el párrafo 1, inciso a), si la duración total de los períodos de seguro cumplidos bajo la legislación de uno de los Estados contratantes no alcanza a un año y si, teniendo en cuenta solamente estos períodos, no se adquiere ningún derecho a las prestaciones en virtud de las disposiciones de esta legislación, la institución de este Estado no está obligada a acordar prestaciones en virtud de dichos períodos. En cambio, la institución competente del otro Estado contratante debe tomar en cuenta estos períodos de seguro, sea para la adquisición del derecho, como para el cálculo de la prestación.

6.Cuando deba aplicarse el párrafo 1, inciso c) del presente artículo, sea para el cálculo del importe teórico de la prestación que menciona el párrafo 3, inciso a), como para el importe efectivo de la prestación que menciona el inciso b) del mismo párrafo, se tienen en cuenta los períodos de seguro cumplidos en un tercer país, con la salvedad de las disposiciones del siguiente párrafo 7.

7.Las disposiciones del párrafo 1, inciso c), última parte, y del párrafo 6 del presente artículo se aplican exclusivamente a los nacionales de los Estados contratantes.

Artículo 16

1. La suma de las prestaciones jubilatorias o de pensión debidas por las instituciones competentes de los Estados contratantes según el artículo 15, no puede ser inferior al de la prestación mínima en virtud de la legislación del Estado contratante en cuyo territorio reside el beneficiario.

2. Los acuerdos administrativos que prevé el artículo 21 establecerán las modalidades de aplicación de las disposiciones del párrafo precedente.

Artículo 17

Si la legislación de uno de los Estados contratantes subordina el otorgamiento de las prestaciones a la condición de que el trabajador esté sujeto a la legislación de dicho país al momento en que se verifique el hecho generador del beneficio, esta condición se considerará cumplida si al producirse ese hecho aquél está sujeto a la legislación del otro Estado o tiene derecho a las prestaciones en el otro Estado.

TITULO IV

DISPOSICIONES VARIAS, TRANSITORIAS Y FINALES

Artículo 18

1. Las autoridades competentes, las instituciones y los organismos de enlace de los dos Estados contratantes se comunicarán toda información concerniente a:
 - a) las medidas tomadas para la aplicación del presente Convenio.
 - b) las modificaciones de su legislación que puedan extender la aplicación del presente Convenio.
2. Para la aplicación del presente Convenio las autoridades y las instituciones de los Estados contratantes deben prestarse recíproca asistencia y actuar como si se tratara de la aplicación de su propia legislación. Esta asistencia es en principio gratuita.
3. Las solicitudes u otros documentos que los interesados dirijan a las autoridades, instituciones o jurisdicciones de uno de los Estados contratantes no pueden ser rechazados por el hecho de estar redactados en el idioma oficial del otro Estado contratante.
4. Las autoridades competentes podrán examinar periódicamente

camente los problemas emergentes de la aplicación del presente Convenio con miras a hallar la solución conveniente.

Artículo 19

1. El beneficio de las exenciones o reducción de tasas de timbres, o de otros impuestos o derechos, previstos por la legislación de uno de los Estados contratantes para las piezas o documentos a producir por aplicación de la legislación de este Estado, se extiende a las piezas o documentos análogos a producir por aplicación de la legislación del otro Estado contratante o del presente Convenio.

2. Todos los actos, documentos y piezas a producir para la aplicación del presente Convenio están dispensadas de la visa y de la legalización de las autoridades diplomáticas o consulares.

3. Las demandas, declaraciones o recursos que hubieran debido ser interpuestos por aplicación de la legislación de uno de los Estados contratantes, en un plazo determinado por ante una autoridad, institución o jurisdicción de este Estado, son admisibles si son interpuestos en el mismo plazo ante una autoridad, institución o jurisdicción correspondiente del otro Estado contratante. En este caso, la autoridad, institución o la jurisdicción interviniente, transmite estas demandas, decla

raciones o recursos a la autoridad, institución o jurisdicción competente del primer Estado, sea directamente o por intermedio de los organismos de enlace del Estado contratante correspondiente.

La fecha en la cual dichas demandas, declaraciones o recursos han sido interpuestos ante la autoridad, institución o jurisdicción competente del segundo Estado contratante es considerada como fecha de interposición ante la autoridad, institución o jurisdicción competente del primer Estado contratante, al solo efecto de la validez de esta presentación.

Artículo 20

Las autoridades, las instituciones y los organismos de ambos Estados contratantes pueden comunicarse directamente entre sí como también con las personas interesadas o sus mandatarios en su idioma oficial o en los idiomas inglés o francés.

Artículo 21

Las autoridades competentes de ambos Estados contratantes establecerán mediante acuerdos administrativos las modalidades necesarias para la aplicación del presente Convenio.

Artículo 22

La institución competente de uno de los Estados contratantes debe realizar a pedido de la institución competente del otro Estado, los exámenes médicos necesarios para los beneficiarios que se encuentren en su territorio.

Artículo 23

1. Si al momento de la atribución o de la revisión de las prestaciones de vejez, invalidez o muerte, por aplicación de las disposiciones del presente Convenio, la institución de uno de los Estados contratantes ha abonado al beneficiario un importe que exceda al que tenía derecho, esta institución puede solicitar a la institución del otro Estado, deudor de prestaciones correspondientes al mismo beneficiario, que retenga el importe pagado en exceso, de los atrasos que, eventualmente, deba pagar al beneficiario. Esta última institución transferirá el importe que ha retenido al organismo solicitante.

En el caso que el importe pagado de más no pueda ser retenido del importe de los atrasos, son aplicables las disposiciones del párrafo 2.

2. Si la institución de uno de los Estados contratantes ha abonado al beneficiario un importe que exceda al que tenía

derecho, esta institución puede, en las condiciones y con los límites previstos por la legislación que ella aplica, solicitar a la institución del otro Estado, deudor de prestaciones a este mismo beneficiario, que retenga el importe pagado en exceso, del importe que esta última abonará al beneficiario.

Esta última institución efectuará la retención en las condiciones y con los límites previstos por la legislación que ella aplica, y transferirá el importe retenido a la institución que lo ha solicitado.

Artículo 24

Los organismos de enlace establecerán según las necesidades y de común acuerdo, los formularios y cartas tipo requeridos para la aplicación del presente Convenio.

Los organismos de enlace podrán igualmente convenir las modalidades administrativas de aplicación del presente Convenio y del acuerdo administrativo, con miras a permitir una aplicación íntegra del presente Convenio, conforme a su espíritu y a su letra.

Artículo 25

1. Los pagos según el presente Convenio pueden ser efectuados legalmente en la moneda del Estado contratante que rea-

liza el pago.

2. Si en uno de los Estados contratantes existiere más de un tipo de cambio o se establecieren limitaciones monetarias en materia de transferencia de divisas, la autoridad competente de este Estado está obligada a intervenir ante las autoridades competentes en la materia, con el objeto de obtener la transferencia de las sumas necesarias a los fines del presente Convenio al tipo de cambio más favorable para los beneficiarios.

Artículo 26

Las diferencias provenientes de la aplicación del presente Convenio serán resueltas por mutuo acuerdo entre las autoridades competentes de los Estados contratantes.

Artículo 27

Las autoridades competentes de ambos Estados contratantes, en caso de modificación de la legislación de la Argentina concerniente a los accidentes del trabajo y las enfermedades profesionales, podrán establecer de común acuerdo las modalidades de adaptación de este Convenio a la nueva legislación.

Artículo 28

1. El presente Convenio no otorga ningún derecho al pago de prestaciones por un período anterior a la fecha de su entrada en vigor.

2. Todo período de seguro cumplido en virtud de la legislación de cada uno de los Estados contratantes, antes de la fecha de entrada en vigor del presente Convenio, es tomado en consideración para la aplicación de las disposiciones de este Convenio. La norma mencionada precedentemente no afecta las disposiciones de las legislaciones de los Estados contratantes que se refieren al campo de aplicación temporal de dichas legislaciones.

3. Toda prestación que no ha sido liquidada, o que ha sido suspendida en razón de la nacionalidad o de la residencia del interesado, o que ha sido rechazada por el hecho de que no se encuentran cumplidas las condiciones exigidas por las legislaciones internas de ambos Estados contratantes, será liquidada, restablecida o determinada a solicitud del interesado, siempre, que los derechos anteriormente liquidados no hayan dado lugar a un pago.

4. Los derechos que los interesados hayan obtenido con

anterioridad a la entrada en vigor del presente Convenio y la liquidación de una jubilación o pensión, pueden ser revisados a solicitud de aquellos teniendo en cuenta las disposiciones del Convenio,

5. En los casos mencionados en los párrafos 3 y 4, las prestaciones se liquidarán a partir de la fecha de presentación de la solicitud. Pero en el caso en que la solicitud sea presentada en un plazo de un año desde la fecha de entrada en vigor del Convenio, las prestaciones serán liquidadas a partir de esta fecha,

Artículo 29

El presente Convenio será ratificado por ambos Estados contratantes según el procedimiento de cada uno de los Estados y los instrumentos de ratificación se intercambiarán en el más breve plazo.

Artículo 30

El presente Convenio entrará en vigor el primer día del segundo mes siguiente al del intercambio de los instrumentos de ratificación.

Artículo 31

1. El presente Convenio tendrá una duración ilimitada, pero puede ser denunciado en cualquier momento por uno u otro Estado contratante. La denuncia entrará en vigor a partir del sexto mes desde la notificación al otro Estado contratante.

2. En caso de denuncia, las disposiciones del presente Convenio continuarán en vigor respecto de los derechos adquiridos, sin que las disposiciones limitativas previstas por las legislaciones de las instituciones competentes en caso de una nacionalidad extranjera o de residencia del asegurado en el extranjero sean tomadas en consideración.

3. Los derechos a prestaciones futuras adquiridos en virtud de períodos de seguro cumplidos antes de la fecha en que el presente Convenio ha dejado de estar en vigor, serán mantenidos conforme a los acuerdos que serán establecidos entre ambos Estados contratantes.

En fe de lo cual los plenipotenciarios de los dos Estados contratantes han suscripto el presente Convenio.

HECHO en la ciudad de Buenos Aires a los treinta

días del mes de mayo de mil novecientos ochenta y cuatro en tres ejemplares en idioma español griego y francés, todos ellos haciendo igualmente fe.

[TRANSLATION -- TRADUCTION]

CONVENTION ON SOCIAL SECURITY BETWEEN THE ARGENTINE
REPUBLIC AND THE HELLENIC REPUBLIC

The Government of the Argentine Republic and the Government of the Hellenic Republic,

Desirous of regulating relations between the two countries in the field of social security,

Have decided to conclude the following Social Security Convention:

TITLE I. GENERAL PROVISIONS

Article I

For the purpose of the present Convention,

(a) The term "Greece" means the Hellenic Republic and the term "Argentina" means the Argentine Republic.

(b) The term "worker" means any person who has completed periods of insurance as defined in the legislation referred to in article II of this Convention.

(c) The term "family members" means any persons defined or recognized as family members under the provisions of the Contracting State whose legislation is applicable.

(d) The term "survivors" means any persons defined or recognized as survivors under the provisions of the Contracting State whose legislation is applicable.

(e) The term "residence" means the place of habitual abode.

(f) The term "place of abode" means the place of temporary abode.

(g) The term "legislation" means the laws, decrees, regulations and other provisions, existing or future, concerning the social security schemes referred to in article II of this Convention.

(h) The term "competent authority" means the authority competent for the application of the legislation referred to in article II of this Convention, and in particular:

In the case of Greece, the Ministry of Social Security;

In the case of Argentina, the Social Security Secretariat of the Ministry of Labour and Social Security and the Health Secretariat of the Ministry of Health and Social Welfare.

(i) The term "competent institution" means the institution to which the person concerned is affiliated at the time of the claim for benefits or the institution from which the person concerned is entitled to claim benefits or would be so entitled if he/she or his/her family resided in the territory of the Contracting State in which the institution is situated.

(j) The term "competent State" means the Contracting State in whose territory the competent institution is situated.

(k) The term “liaison body” means the bodies designated by the competent authorities to communicate with each other and to approach the competent institutions in connection with matters relating to claims for benefits.

(l) The term “periods of insurance” means periods of contribution or employment defined or recognized as periods of insurance by the legislation under which they were completed as well as periods treated as such in so far as these are recognized by that legislation as equivalent to periods of insurance.

(m) The terms “cash benefit” or “pension” mean all cash benefits, including supplementary benefits and increases.

(n) The term “benefit in kind” means the supply of goods or services having cash value.

(o) The meaning of all other terms in the Convention shall be that assigned to them in the legislation of the Contracting States.

Article II

This Convention shall apply:

1. In Greece, to:

(a) Legislation concerning the general social security scheme covering wage-earning workers or persons treated as such with regard to the risks of old age, death, disability, sickness, maternity, industrial accidents and occupational diseases, and to family allowances;

(b) Legislation concerning special social security schemes providing coverage against the risks defined in (a) above, for certain categories of wage-earning workers or persons treated as such and persons engaging in an independent activity or a liberal profession, except for the scheme for merchant seamen and schemes for the coverage of Government officials. As regards the scheme for merchant seamen, this Convention may be applied by agreement between the competent authorities;

(c) Family allowances schemes of a demographic nature.

In Argentina, to:

(a) Legislation governing disability, old age and survivors' insurance schemes;

(b) Legislation concerning medical care (social services);

(c) Legislation governing accidents at work and occupational diseases;

(d) The family allowances scheme.

2. This Convention shall also apply to the legislations supplementing or amending those listed in the preceding paragraph.

3. This Convention shall also apply to legislation of the Contracting States extending the application of the existing legislation to new categories of workers or instituting new social insurance provisions, unless:

(a) The Government of the Contracting State extending its legislation or instituting new provisions advises the Government of the other Contracting State of its desire to

exempt those provisions from the sphere of application of this Convention within three months of the official publication of the said provisions;

(b) The Government of the other Contracting State advises the Government of the first Contracting State of its objection to the extension or institution within three months of the official notification.

Article III

This Convention shall apply to workers, regardless of their nationality, who are or have been subject to the legislation of one or both Contracting States, and to their family members and survivors.

Article IV

Nationals of either Contracting Party residing in the territory of the other Party shall be entitled to the same advantages and subject to the same obligations as nationals of that State.

Article V

1. Subject to contrary provisions in this Convention, benefit rights acquired under the legislative provisions of one of the Contracting State shall not suffer any reduction, modification, suspension or withdrawal solely by virtue of the fact that the beneficiary resides in the territory of the other Contracting State.

2. Social security benefits recognized as payable under the domestic legislation of either Contracting State to its own insured persons if they reside in the territory of a third State shall be accorded on the same terms also to nationals of the other Contracting State.

Article VI

1. If the legislation of one Contracting State makes access to voluntary or optional insurance coverage in accordance with its provisions contingent upon the completion of periods of insurance, periods of insurance completed under the legislation of the other Contracting State shall be taken into account for these purposes, if necessary, as though they were periods of insurance completed under the legislation of the former State.

2. Implementation of the provision in paragraph 1 above shall allow the cumulative acquisition of obligatory affiliation rights under the legislative provisions of one Contracting State as well as that of optional affiliation rights under the legislative provisions of the other State only if such cumulative acquisition is provided for under the legislation of the latter State.

TITLE II. PROVISIONS CONCERNING APPLICABLE LEGISLATION

Article VII

1. Subject to the provision in article VI, paragraph 2, a worker to whom this Convention applies shall be subject only to the legislation of one Contracting State. Such legislation shall be determined in accordance with the provisions of this Title.

2. Subject to the provisions of this Convention,

(a) A worker employed in the territory of one Contracting State shall be subject to the legislation of that State, even if he/she resides in the territory of the other State or if the head office of the enterprise or employer employing him/her is in the territory of the other State;

(b) Crew members of a vessel registered in one Contracting State shall be subject to the legislation of that State. All other persons employed in loading, unloading or guarding a vessel shall be subject to the legislation of the State in which the vessel is present.

3. Airline flight personnel shall be subject to the legislation of the Contracting State in which the airline has its head office.

Article VIII

Notwithstanding the provisions in paragraph 2(a) of the foregoing article:

(a) Members of diplomatic or consular missions and international organizations and other officials of such missions and their domestic employees shall be subject to the conventions and agreements in force. In the event of partial or total abrogation, the competent authorities of both States shall agree upon ways of finding an applicable solution.

(b) Officials and comparable personnel of one of the Contracting States sent to perform their duties in the territory of the other State shall be subject to the legislation of the Contracting State in whose administration they serve.

(c) A wage-earning worker employed by an enterprise or an employer whose head office or domicile is situated in the territory of one of the Contracting States, who is sent to perform his/her duties in the territory of the other State for a limited period, shall continue to be subject to the legislation of the former State, provided that the foreseeable duration of his/her work does not exceed 24 months.

The same rules shall also apply to persons habitually engaging in a self-employed activity in the territory of one of the Contracting States who go to the territory of the other State for a limited period in order to engage in that activity.

Article IX

The competent authorities of both Contracting States may, by mutual agreement, exempt certain workers or certain categories of workers from the provisions set forth in articles VII and VIII.

TITLE III. SPECIAL PROVISIONS RELATING TO VARIOUS CATEGORIES OF BENEFITS

CHAPTER I. SICKNESS AND MATERNITY BENEFITS AND FAMILY ALLOWANCES

Article X

If the legislation of one Contracting State makes the acquisition, maintenance or recovery of entitlement to benefits in cash or in kind contingent upon the completion of periods of insurance, the competent institutions shall, if necessary, take into account periods of insurance completed under the legislation of the other Contracting State as if they were periods completed under the legislation of the former State.

Article XI

1. A person entitled to a pension payable under the legislation of both Contracting States, as well as members of his/her family, shall receive benefits in kind from the institution of the State of the place of permanent or temporary residence, at that institution's expense.

2. A person entitled to a pension payable under the legislation of only one Contracting State, as well as members of his/her family residing permanently or temporarily in the territory of the other State, shall receive benefits in kind from the institution of the latter State in accordance with the legislation applicable in that State.

The institution granting the pension shall reimburse the institution having provided such benefits.

Article XII

The competent authorities may settle by an administrative agreement the manner of granting sickness or maternity benefits to workers and their family members who transfer their permanent or temporary residence to the territory of the Contracting State which is not the competent State and who meet the conditions specified in the legislation of the latter State.

Article XIII

The cost of benefits in kind provided by one of the Contracting States on behalf of the institution of the other State under the provisions of this Convention shall be reimbursed in the manner determined in the administrative agreements provided for in article XXI.

Article XIV

The competent authorities of both Contracting States may, by mutual agreement, regulate, on the basis of their national legislation, the measures necessary for approval of the granting of family allowances in the territory of the Contracting State in which the competent institution is not situated.

CHAPTER II. DISABILITY, OLD AGE AND SURVIVORS

Article XV

1. (a) If a worker has been subject consecutively or alternately to the legislations of both Contracting States, the periods of insurance completed under the legislation of each State shall be aggregated, provided that they do not overlap, for the purpose of acquiring, maintaining and recovering entitlement to benefits.

(b) If the legislation of one Contracting State makes the granting of certain benefits contingent on the completion of periods of insurance in an occupation subject to special provisions, the periods completed in the other State under corresponding provisions or, failing this, in the same occupation or employment, shall be aggregated solely for the purpose of granting those benefits even if there are no special provisions for that occupation or employment in the other State. If, when these completed periods are taken into account, the person concerned does not meet the requirements for receiving such benefits, these periods shall be taken into account for the granting of benefits under the general provisions.

(c) If a worker is not entitled to benefits under the provisions of sub-paragraph (a) above, the periods of insurance completed in a third country with which both Contracting States have separately concluded bilateral or multilateral social security agreements providing for the aggregation of periods of insurance completed in those countries shall also be taken into account. If only one of the Contracting States has concluded with the third country a social security agreement providing for the aggregation of periods of insurance completed in both countries, the said Contracting State shall, for the purposes of implementation of this paragraph, take into account the periods of insurance completed in the third country.

2. If a worker meets the requirements provided in the legislation of one of the Contracting States for the granting of benefits without the need to aggregate the periods of insurance referred to in paragraph 1 above, the competent institution of that State shall determine the amount of benefits according to periods of insurance completed solely under the provisions of the legislation applied by it. This provision shall also apply if the insured person is entitled to benefits from the other Contracting State, calculated in accordance with paragraph 3 below.

3. Where a worker cannot claim entitlement to benefits solely on the basis of periods of insurance completed under the legislation of one of the Contracting States, the competent institution of that State shall determine the entitlement to benefits by aggregating the periods of insurance completed under the legislation of the other Contracting State, if necessary, in order to meet the conditions provided for under its own legislation, and shall calculate the amount of benefit in accordance with the following provisions:

(a) It shall determine the theoretical amount of the benefit which the person concerned could claim if all the aggregated periods of insurance had been completed in accordance with the provisions of its legislation;

(b) It shall then determine the actual amount of the benefit to which the person concerned is entitled on the basis of the theoretical amount indicated in subparagraph (a) according to the ratio between the duration of the periods of insurance completed under the

legislation applied by it and the duration of the periods of insurance completed in both States.

c) If the total duration of periods of insurance completed under the legislation of two Contracting States exceeds the maximum duration established by the legislation of one of the States to obtain full benefits, the competent institution will take into account this maximum time-frame instead of the total duration of the said periods.

4. If the legislation of one Contracting State provides that the calculation of benefits shall be based on wages or contributions, the institution determining the benefit under this article shall take into account only the amount of wages or contributions paid under the legislation applied by it.

5. Notwithstanding the provisions of paragraph 1 (a), if the total duration of periods of insurance completed under the legislation of one Contracting State is less than one year and if, taking into account these periods only, no entitlement benefit is acquired under the provisions of that legislation, the institution of that State shall not be required to provide benefits for those periods. On the other hand, the institution of the other Contracting State must take these periods of contribution into account, either for the establishment of such entitlement or for the calculation of the benefit.

6. In cases where paragraph 1 (c) of this article has to be applied to calculate either the theoretical amount of the benefit referred to in subparagraph 3 (a) or the actual amount of benefit referred to in subparagraph 3 (b), periods of insurance completed in a third country shall be taken into account subject to the provisions of paragraph 7, below.

7. The provisions of the last part of subparagraph 1 (c) and of paragraph 6 of this article shall apply solely to nationals of the Contracting States.

Article XVI

1. The total amount of pension benefits payable by the competent authorities of the Contracting States under article XV may not be less than the minimum benefit under the legislation of the Contracting State in which the beneficiary resides.

2. The administrative agreements provided for in article XXI shall determine the procedures for the application of the provisions of the foregoing paragraph.

Article XVII

If the legislation of one Contracting State makes the granting of benefits contingent on the condition that the worker should be subject to that country's legislation at the time when his/her claim to receive benefits is processed, this condition shall be deemed to be fulfilled if, at the time of such processing, he/she is subject to the legislation of the other State or is entitled to benefits in the other State.

TITLE IV. MISCELLANEOUS, TRANSITIONAL AND FINAL PROVISIONS

Article XVIII

1. The competent authorities, institutions and liaison bodies of both Contracting States shall communicate to each other all information concerning:

- (a) Measures taken to implement this Convention;
- (b) Amendments to their legislation which may extend the application of this Convention;

2. For the purpose of applying this Convention the authorities and institutions of the Contracting States shall assist each other and act as though applying their own legislation. Such mutual assistance shall in principle be free of charge.

3. Claims or other documents addressed by persons concerned to the authorities, institutions or courts of either Contracting State may not be rejected on the grounds that they are written in the official language of the other Contracting State.

4. The competent authorities may periodically consider problems arising from the implementation of this Convention with a view to finding an appropriate solution.

Article XIX

1. Any exemptions or reductions of stamp duties, or of other taxes or fees, provided for in the legislation of one Contracting State in respect of papers or documents to be submitted in connection with the application of that State's legislation shall apply also to similar papers or documents to be submitted in connection with the application of the legislation of the other Contracting State or of this Convention.

2. Certificates, documents and papers of any kind that must be submitted in connection with the application of this Convention shall be exempt from verification and authentication by diplomatic or consular authorities.

3. Applications, declarations or appeals that should have been submitted, under the legislation of either Contracting State, within a specified time-limit to an authority, institution or court of that State shall be deemed admissible if submitted within the same time-limit to a corresponding authority, institution or court of the other Contracting State. In such a case, the authority, institution or court receiving such applications, declarations or appeals shall transmit them to the competent authority, institution or court of the former State, either directly or through the liaison bodies of the Contracting State concerned. The date on which the said applications, declarations or appeals were submitted to the authority, institution or court of the latter Contracting State shall, solely for the purpose of establishing their validity, be regarded as the date of submission to the competent authority, institution or court of the former Contracting State.

Article XX

The authorities, institutions and bodies of both Contracting States may correspond directly with each other, and with the persons concerned or their representatives, in their official language or in English or French.

Article XXI

The competent authorities of both Contracting States shall, by means of administrative agreements, adopt the procedures for the application of the provisions of this Convention.

Article XXII

The competent institution of one Contracting State shall be required, at the request of the competent institution of the other State, to carry out the necessary medical examinations for beneficiaries who are present in its territory.

Article XXIII

1. If, at the time of the granting or revision of an old-age or disability pensions or of a death grant under the terms of this Convention, the institution of one Contracting State has paid the beneficiary an amount in excess of that to which he/she is entitled, that institution may request the institution of the other State - debtor of the corresponding benefits to the same beneficiary - to withhold the amount in excess from the arrears it should otherwise still have to pay him/her. The latter institution shall send the amount so withheld to the requesting body. Where the excess amount cannot be withheld from arrears, the provisions in paragraph 2 below shall apply.

2. If the institution of one Contracting State has paid to the beneficiary an amount in excess of that to which he/she is entitled, that institution may, subject to the conditions and time-limits stipulated under the legislation it applies, request the institution of the other State - debtor of the corresponding benefit to the same beneficiary - to withhold the excess amount from the amount it is to pay to the beneficiary. The latter institution shall operate such withholding subject to the conditions and time-limits stipulated under the legislation it applies and shall transfer the amount withheld to the requesting institution.

Article XXIV

The liaison bodies shall prepare, as necessary and by mutual agreement, the forms and model letters required for the application of this Convention.

The liaison bodies may also establish by agreement administrative procedures for the application of this Convention and of the Administrative Agreement in order to ensure the full implementation of this Convention in keeping with its letter and spirit.

Article XXV

1. Payments arising from this Convention may be made legally in the currency of the Contracting State making the payment.

2. Should more than a single exchange rate exist in one Contracting State, or should currency restrictions be introduced, the competent authority of that State shall be in duty bound to intervene with the responsible authorities with a view to ensuring the transfer of the amounts necessary for the purposes of this Convention at the exchange rate most favourable to the beneficiaries.

Article XXVI

Disputes arising from the implementation of this Convention shall be resolved by mutual agreement between the competent authorities of the Contracting States.

Article XXVII

In the event of a modification of Argentina's legislation on accidents at work and occupational diseases, the competent authorities of both Contracting States may, by mutual agreement, adopt procedures for adapting this Convention to the new legislation.

Article XXVIII

1. This Convention establishes no entitlement to the payment of benefits for a period prior to the date of its entry into force.

2. Any period of insurance completed under the legislation of either Contracting State prior to the date of entry into force of this Convention shall be taken into consideration for the application of the provisions of this Convention.

The rule set forth in the foregoing sentence shall not affect the provisions of the legislations of the Contracting States relating to the temporal scope of the said legislations.

3. Any benefit that has not been granted, or that has been suspended by reason of the nationality or residence of the person concerned, or rejected because the conditions required under the domestic legislations of both Contracting States were not met, shall, at the request of the person concerned, be granted, restored or determined provided that payment has not already been effected under the entitlement granted previously.

4. Entitlements acquired prior to the entry into force of this Convention and pensions which have been granted may be reviewed at the request of the persons concerned, taking into account the provisions of the Convention.

5. In the cases referred to in paragraphs 3 and 4 above, benefits shall be granted from the date of submission of the claim. However, if the claim is submitted within a year of the date of entry into force of the Convention, benefits shall be granted from that date.

Article XXIX

This Convention shall be ratified by both Contracting States in accordance with their own procedures and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible.

Article XXX

This Convention shall enter into force on the first day of the second month following the month in which the exchange of instruments of ratification will have taken place.

Article XXXI

1. This Convention is concluded for an indefinite period, but may be abrogated at any time by either of the Contracting States.

The abrogation shall take effect from the sixth month of the notification of the other State.

2. In the event of abrogation, the provisions of this Convention shall continue to remain in force in respect of acquired rights, without the restrictive provisions of the legislations of the competent institutions being taken into account in the case of insured persons who are foreign nationals or are resident abroad.

3. Rights to future benefits acquired by virtue of periods of insurance completed before this Convention ceases to be in force shall be maintained in accordance with agreements to be concluded between the two Contracting States.

In Witness Whereof, the Plenipotentiaries of the two Contracting States have signed this Convention.

Done at Buenos Aires, on 30 May 1984, in three original copies in Greek, Spanish and French, each text being equally authentic.

For the Government of the Hellenic Republic:

ALEXIS ZAKYTHINOS

For the Government of the Republic of the Argentine:

DANTE MARIO CAPUTO